

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 23 octobre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°234 ■

SUR INSTRUCTION DU
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
**L'opération
d'envoi des aides
humanitaires
à la bande de Ghaza
lancée**

P 16

PLUSIEURS PROJETS SONT EN COURS DE RÉALISATION

Le gouvernement veut booster le E-paiement

Le gouvernement poursuit ses efforts pour la généralisation de la numérisation et de la digitalisation, notamment dans le domaine financier et commercial. Des mesures ont été prises dans ce sens. Et des investissements ont été également consentis en matière de la modernisation de l'infrastructure de base numérique. Tout cela vise à atteindre l'inclusion financière et surtout à réduire le recours au «cash» dans les transactions commerciales. P 3



TOURISME

**Aller vers des services
de haute qualité**



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a affirmé, hier à Alger, que le tourisme est l'un des secteurs sur lesquels l'Etat compte pour la diversification de l'économie nationale, ce qui nécessite d'aller vers des services de haute qualité, notamment en matière d'accueil.

P 2

VIANDES BLANCHES

**Baisse des prix
sur les marchés de gros**



Les prix des viandes blanches ont connu une baisse progressive sur les marchés de gros à travers le pays, grâce aux quantités de poussins mis à disposition en août dernier et qui ont commencé à entrer en production, au cours de cette semaine. C'est ce que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a indiqué, hier dimanche, dans un communiqué.

P 5

CLASSEMENT MONDIAUX DES
PAYS RICHES EN RESSOURCES
NATURELLES

**L'Algérie arrive
à la 13e place**

Première dans le classement d'Insider Monkey, la Libye a été qualifiée de pays le plus riche au monde en ressources naturelles. L'Angola et la RDC se positionnent respectivement troisième et sixième, alors que l'Algérie a été classée 13e. L'étude est basée sur le pourcentage du PIB dérivé des revenus provenant des ressources naturelles.

P 4

FACULTÉ DE PHYSIQUE
DE L'USTHB-IAGN

**Signature
d'une convention** P2

COOPÉRATION

**La 5e Journée algéro-
allemande de l'énergie
ce lundi à Alger** P3

ORAN

**Succès de l'expérience
de la culture du tournesol
à Oued Tlelat** P6

CNESE

Organisation
aujourd’hui
d’un
séminaire sur
le reverse
engineering

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) organise, lundi à Alger, un séminaire sur le reverse engineering et l'amélioration de la performance de l'écosystème technologique, a-t-il indiqué dimanche dans un communiqué. Intitulé "le reverse engineering : levier d'amélioration de la performance de l'écosystème technologique", ce séminaire "s'inscrit dans le cadre des efforts continus du CNESE pour promouvoir l'échange de connaissances et le dialogue sur des sujets d'importance économique, sociale et environnementale", a précisé la même source. Le Reverse Engineering, une "discipline clé de l'innovation technologique, permet d'analyser et de comprendre en profondeur les produits et les systèmes existants", explique le CNESE. Ce séminaire sera l'occasion "idéale" pour les professionnels, les experts et les chercheurs de se réunir et d'explorer les opportunités qu'offre le Reverse Engineering dans divers domaines, notamment la technologie, l'industrie, et le développement durable, ajoute le communiqué. L'événement réunira des intervenants dans le domaine qui partageront leurs expertises et leurs perspectives. Les discussions aborderont les applications pratiques du Reverse Engineering, son rôle dans l'innovation, et son impact sur l'économie et l'environnement, a fait savoir encore le CNESE. **R.E.**

TOURISME

Aller vers des services de haute qualité

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a affirmé, hier à Alger, que le tourisme est l'un des secteurs sur lesquels l'Etat compte pour la diversification de l'économie nationale, ce qui nécessite d'aller vers des services de haute qualité, notamment en matière d'accueil.

Par Slimane T.

S'exprimant lors d'une cérémonie d'ouverture de la nouvelle année académique 2023/2024 des établissements de formation relevant du secteur du Tourisme, le ministre Didouche a déclaré que son département accorde un intérêt particulier pour la formation afin d'atteindre les objectifs tracés par le gouvernement et surtout la promotion de la «destination Algérie». Donc, tous les efforts doivent être axés sur une formation de qualité et diversifiée. Il a ajouté, dans son allocution lors de la cérémonie d'ouverture organisée à l'Ecole nationale supérieure du tourisme, que son secteur tend à élargir les domaines de formation sur l'ensemble du territoire en ouvrant des annexes d'écoles et instituts nationaux, permettant ainsi à un plus

grand nombre d'étudiants d'intégrer la formation académique et professionnelle dans le domaine touristique. Précisant que l'ouverture de la nouvelle année universitaire concerne également les instituts nationaux de formation professionnelle et ce en application des conventions signées en la matière, le ministre a affirmé que ces efforts s'inscrivent dans le cadre de «la mise en œuvre de la stratégie sectorielle pour le développement du tourisme conformément au plan d'action du Gouvernement issu des engagements du Président de la République». Appelant les responsables de l'Ecole nationale supérieure du tourisme et autres instituts à «veiller à l'application du programme pédagogique en dispensant les cours théoriques et pratiques qui permettent aux étudiants d'acquérir les compé-

tences nécessaires et suffisantes», M. Didouche a indiqué que son département œuvrera, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à «mettre en place des programmes de formation au profit des étudiants de l'Ecole nationale supérieure du tourisme, qui cadrent avec le développement du tourisme dans le monde notamment en matière de numérisation et d'intelligence artificielle». De son côté, le directeur de l'Ecole nationale supérieure du tourisme Nabil Benmekhali a rappelé le rôle de l'Ecole qui dispense une formation en tourisme adaptée aux exigences du marché du travail, soulignant que le concours d'accès pour les nouveaux étudiants en Licence et Master s'est déroulé dans de bonnes conditions.

FACULTÉ DE PHYSIQUE DE L'USTHB-IAGN

Signature d’une convention

La Faculté de Physique de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) et l'Institut algérien de formation en Génie nucléaire (IAGN) ont procédé, dimanche à Alger, à la signature d'une convention permettant "la mise en place de formations en physique médicale, physique des rayonnements et radioprotection". La convention a été signée par le directeur général de l'IAGN, Mokhtar Abaci et le doyen de

la Faculté de physique de l'USTHB, Nouredine Mousaoui, en présence du recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretch, et le Commissaire à l'énergie atomique algérien (COMENA), Abdelhamid Mellah. Cette convention, précise-t-on, offre un "cadre officiel" à la Faculté de Physique et à l'IAGN pour "collaborer à la mise en place de formations aux niveaux masters en physique médicale, physique des rayonnements et radioprotection et ce, par la participation des enseignants-chercheurs de la Faculté et les chercheurs de l'IAGN aux enseignements des cours, des travaux dirigés et des travaux pratiques". Par ailleurs, il est indiqué que les deux parties signataires de la convention collaboreront à la formation doctorale en physique médicale, physique des rayonnements et radioprotection à travers l'organisation de conférences et de cours et la proposition de sujets de thèse de doctorat, l'encadre-

ment des travaux de recherche des doctorants, ainsi qu'à leur habilitation universitaire". Dans une brève allocution, M. Akretch a indiqué que cette convention permettra aux deux parties d'"échanger leurs expériences et travailler ensemble dans le domaine de l'énergie nucléaire". De son côté, Mellah a souligné que le COMENA dispose de "deux réacteurs de recherche et beaucoup de laboratoires qui seront mis à la disposition des universités algériennes".

UN COLLOQUE INTERNATIONAL MERCREDI PROCHAIN AU CENTRE UNIVERSITAIRE "SALHI AHMED" DE NÂAMA

Le développement durable dans les zones arides en débat

Le centre universitaire "Salhi Ahmed" de Nâama organisera, mercredi prochain, un colloque international sur les ressources naturelles et le développement durable dans les zones arides, a-t-on appris, samedi, auprès des organisateurs. Cette rencontre, organisée par l'Institut des sciences naturelles et de la vie de cet établissement de l'enseignement supérieur, en collaboration avec le Laboratoire de gestion durable des ressources naturelles dans les zones arides et semi-arides, relevant du

Centre universitaire de Nâama, axera ses travaux sur les nouvelles actualités de la recherche scientifique dans le domaine de la biologie et les solutions scientifiques liées aux méthodes de la préservation des ressources naturelles et leur valorisation à travers les zones arides, selon le président du comité d'organisation, Pr Maarouf Abderrezak. Des chercheurs et enseignants de plusieurs universités du pays et d'autres en provenance de Tunisie, Qatar, Egypte et France

présenteront par visioconférence leurs travaux scientifiques liés à la préservation et la valorisation des espèces végétales en milieu désertique et les méthodes d'exploitation rationnelle des eaux, du sol et des plantes sahariennes, ainsi que la vulgarisation de la consommation de l'énergie. Il sera question également de l'application de méthodes biologiques pour la revalorisation des sols, qui ont subi une dégradation en raison de la densification des cultures et l'exploitation anarchique des ressources pas-

torales, a indiqué la même source. Cette rencontre sera également un cadre pour l'échange d'expertises dans les domaines scientifiques liés à la gestion durable des terres menacées par la salinité du sol, l'accumulation du sodium et la calcification des sols, ainsi que des expériences scientifiques visant à développer des méthodes de culture et de valorisation des déchets naturels, entre autres, a fait observer le même interlocuteur.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PLUSIEURS PROJETS SONT EN COURS DE RÉALISATION

Le gouvernement veut booster le E-paiement

Le gouvernement poursuit ses efforts pour la généralisation de la numérisation et de la digitalisation, notamment dans le domaine financier et commercial. Des mesures ont été prises dans ce sens. Et des investissements ont été également consentis en matière de la modernisation de l'infrastructure de base numérique. Tout cela vise à atteindre l'inclusion financière et surtout réduire le recours au «cash» dans les transactions commerciales.

Par Sirine R

Actuellement, plus de 80% des opérations de transactions électroniques en Algérie sont des retraits d'argent, alors que le taux d'utilisation des cartes bancaires pour le paiement est toujours infime. Selon les chiffres du ministre de la Poste et des Télécommunications, le nombre d'opérations d'e-paiement était de 5 millions en 2020 et devrait atteindre les 60 millions opérations à fin 2023. Il y a certes un taux de progression important, mais qui reste loin des potentialités existantes et les objectifs du gouvernement qui aspire la généralisation d'e-paiement dès 2024. Dans son Plan d'action, le gouvernement table sur l'augmentation du nombre de cartes CIB et Eddahabia en circulation à 18 millions de cartes d'ici fin 2024 (15 millions de cartes sont opérationnelles en 2023) et également sur la préparation d'un écosystème favorable, à travers l'installation de plus de guichets automatiques bancaires (GAB), des TPE et autres moyens de paiement à distance. «Notre objectif est de mettre à la disposition des citoyens tous les moyens et outils pour le e-paiement», a déclaré Karim Bibi Triki, ministre de la Poste et des Télécommunications. Une large campagne de sensibilisation sera menée par les différents acteurs notamment l'ABEF et les autres institutions pour faire promotion au paiement en ligne. C'est dans cette optique que s'inscrit le projet de la ville modèle de Sidi Abdellah pour le paiement électronique, qui a été lancé dimanche. Cette initiative

qui s'étend sur six mois et qui vise à sensibiliser les citoyens, les commerçants et les opérateurs économiques quant à l'importance d'adopter les méthodes de paiement alternatives et électroniques, a été lancée par les ministres des Finances, Laaziz Faïd, du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et des Postes et des Télécommunications, Karim Bibi Triki. Conformément à ce projet, supervisé par le Groupement d'intérêt économique Monétique (GIE Monétique) et l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), les commerçants de la nouvelle ville de Sidi Abdallah seront équipés des différents moyens et appareils de paiement électronique (TPE), et les citoyens seront dotés de cartes bancaires de paiement et de la carte Eddahabia d'Algérie poste. Le ministre des Finances a affirmé, à cette occasion, que l'initiative «traduit la volonté des pouvoirs publics de généraliser le e-paiement selon une vision prospective, et consacre l'engagement des autorités à mener à bien le projet de la transition numérique en Algérie». Il tenu à saluer cette initiative en affirmant que l'idée sera généralisée sur l'ensemble des wilayas du pays : «L'idée est à encourager et nous allons travailler pour généraliser la création de villes modèles pour le paiement électronique à travers l'ensemble des wilayas du pays» a-t-il déclaré. Lors de la cérémonie de lancement de l'opération, il a été souligné que l'objectif était d'amener le citoyen à recourir automatiquement au e-paiement, de créer un environnement écono-

mique concurrentiel et d'instaurer la confiance entre le citoyen et le système de paiement en ligne. Selon le Directeur du développement au sein du GIE Monétique, Halim Bensouiah, «il est possible d'atteindre un taux de 70 % du chiffre d'affaires des commerçants au niveau de la nouvelle ville de Sidi Abdallah via le e-paiement». Pour sa part, le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Tayeb Zitouni, a révélé lors de sa participation au lancement du projet de ville modèle de Sidi Abdallah pour le paiement électronique, que le secteur compte 3514 registres de commerce électroniques, répartis dans 53 wilayas. Il a souhaité que ce nombre soit revu à la hausse, soulignant que l'activité a généré, au premier semestre de l'année en cours, 14 milliards de dinars. «Je salue les commerçants pour cette tendance visant à développer le secteur des affaires dans notre pays et les encourage à adopter le paiement électronique et ne plus compter sur l'argent liquide», a-t-il incité. Le ministre a, par ailleurs, estimé que le projet de ville pilote «représente une étape importante vers la réalisation de progrès dans le secteur financier et commercial de notre pays, car la technologie et la transformation numérique font désormais partie intégrante de notre monde». Et d'ajouter : «Le commerce électronique est devenu l'un des domaines d'activité et de commerce les plus importants au monde. Notre département ministériel encourage cette activité importante, très appréciée des jeunes et des entrepreneurs des institutions émergentes».

LE MINISTRE DES FINANCES L'A AFFIRMÉ :

«Le système bancaire national connaît une évolution notable»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a mis en avant, dimanche à Alger, l'évolution du système bancaire national en termes de modernisation des services et de l'infrastructure dans le cadre du processus de numérisation, visant à renforcer les indicateurs d'inclusion financière, soulignant les efforts des autorités pour la généralisation des projets de cités pilotes en vue du développement du e-paiement à travers le pays. Intervenant lors du coup d'envoi du projet de la Cité pilote pour le e-paiement dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exporta-

tions, Tayeb Zitouni, et du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, M. Faïd a affirmé que "l'évolution notable du secteur bancaire dans le pays est traduit par les performances financières importantes et le développement des compétences pour renforcer la résilience financière des banques publiques, ce qui permet au secteur de faire face aux crises". L'Algérie a réalisé, ces dernières années, un développement considérable dans le domaine de la fourniture et du développement d'équipements technologiques et numériques, a poursuivi le ministre, soulignant "l'engagement

ancré du Gouvernement à poursuivre la voie de la modernisation et de la numérisation pour accélérer la modernisation du système bancaire national". Soulignant, dans ce sens, que le secteur se dirige selon une vision prospective vers un "avenir numérique développé qui reflète l'engagement des autorités publiques du pays à réaliser le projet de transformation numérique", le ministre a affirmé que le secteur œuvrait à "mettre en place un cadre juridique et réglementaire solide pour encadrer le e-paiement en Algérie, tout en encourageant l'innovation et la compétitivité".

R E.

APN

Installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Tunisie

Le groupe parlementaire d'amitié Algérie-Tunisie a été installé, dimanche au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le but de consolider la coopération parlementaire et les relations historiques liant les deux pays frères. Présidant la cérémonie d'installation, la députée Hadjira Abbas a affirmé que ce groupe parlementaire d'amitié était de nature à contribuer efficacement à la dynamisation de la diplomatie parlementaire et au renforcement de la coopération entre les institutions législatives des deux pays. L'ambassadeur de Tunisie en Algérie, Ramdhane Elfayedh, s'est, de son côté, félicité de cette initiative, qu'il a jugée à même de "contribuer à la consolidation des relations fraternelles entre les deux pays à travers l'action parlementaire". A son tour, le président du groupe, Mohamed El Hadi Tebessi a appelé les parlementaires à "accompagner tous les développements et les échanges entre les deux pays, mais aussi à œuvrer pour la consolidation des acquis réalisés". "L'installation de ce groupe vient concrétiser une vision qui reflète les aspirations des deux peuples frères et traduit la solidité des relations fraternelles auxquelles le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed, accordent une grande importance", a-t-il soutenu. Le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Fouad El Ayachi a, quant à lui, estimé que ce groupe "se veut un nouvel acquis pour les relations bilatérales solides qu'entretiennent les deux pays frères".

COOPÉRATION

La 5e Journée algéro-allemande de l'énergie ce lundi à Alger

Le ministère de l'Energie et des Mines et le ministère fédéral allemand de l'Economie et de la Protection du Climat, co-organisent, demain lundi à Alger, la 5e Journée algéro-allemande de l'énergie, sous le thème : « Les technologies d'avenir qui nous relient – énergies renouvelables et hydrogène vert », indique dimanche le ministère dans un communiqué. La 5e Journée algéro-allemande de l'énergie, qui rentre dans le cadre des activités du partenariat énergétique algéro-allemand, a pour objet d'échanger sur les perspectives de développement en Algérie des énergies renouvelables, l'hydrogène et de l'efficacité énergétique ainsi que les opportunités de coopération dans ces domaines avec l'Allemagne, précise le communiqué. Cette 5e édition sera marquée par la participation du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le secrétaire d'Etat parlementaire du ministère fédéral allemand de l'Economie et de la Protection du Climat (BMWK), Stefan Wenzel, l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, Elisabeth Wolbers, et l'ambassadeur de la délégation de l'Union Européenne à Alger, Thomas Eckert.

PROMOTION DE
L'ENTREPRENARIAT
ESTUDIANTIN

Les nouvelles
mesures du
gouvernement

Le gouvernement a suivi, lors de sa réunion présidée samedi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, une communication sur les mesures inscrites dans le cadre du programme relatif au développement et à la promotion de l'entrepreneuriat étudiant, indique un communiqué des services du Premier ministre. «Le gouvernement a entendu une communication conjointe présentée par les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, sur les mesures inscrites dans le cadre du programme relatif au développement et à la promotion de l'entrepreneuriat étudiant», précise la même source. Les objectifs de ce programme visent notamment à «créer un environnement propice à l'entrepreneuriat au sein de l'université, à mettre à disposition des étudiants les outils nécessaires pour la création et la gestion d'entreprise et à soutenir les étudiants entrepreneurs à travers la mise en place des structures d'accompagnement». A ce titre, la communication a porté sur «le lancement, notamment, de centres de développement de l'entrepreneuriat dans chaque université, de la plateforme électronique d'aide à l'entrepreneuriat (moukawil.dz) et du guide de l'entrepreneur fournissant des informations détaillées sur les différentes procédures administratives liées à l'entrepreneuriat, permettant aux étudiants de réaliser des projets de fin d'étude axés sur la création d'une start-up ou d'une micro-entreprise», ajoute le communiqué.

NOUVELLE LOI SUR LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET LA GESTION FINANCIÈRE

4 projets de décrets exécutifs
examinés par le gouvernement

Le gouvernement a examiné lors de sa réunion hebdomadaire, présidée samedi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, quatre projets de décrets exécutifs de la nouvelle loi sur la comptabilité publique et la gestion financière, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Synthèse R.E.			
Selon la même source, « le ministre des Finances a présenté quatre projets de décrets exécutifs qui interviennent en application des dispositions de la loi n 23-07 du 21 juin 2023, relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière ». Il s'agit des projets de décret exécutif fixant le contenu et les modalités de mise en œuvre de la comptabilité publique, de décret exécutif fixant la procédure de paiement par accréditif des dépenses publiques, de celui fixant les conditions et modalités de suppléance, de délégation de signature et de désignation d'intérimaires, et enfin du projet de décret exécutif	fixant les types de correspondants du Trésor et modalités de fonctionnement des comptes de dépôt de fonds, précise le communiqué. La promulgation de ces textes permettra « la mise en œuvre des dispositions de la loi n 23-07 du 21 juin 2023 visant notamment à mettre en place la nouvelle architecture comptable prévue par la loi organique relative aux lois de finances », souligne-t-on dans le même texte. Le gouvernement a examiné, lors de cette réunion hebdomadaire, le déclassement de terres agricoles dans les wilayas d'Alger et de Béjaïa, pour la réalisation d'équipements publics. Lors de cette réunion, «le minis-	tre de l'Agriculture et du Développement rural a présenté trois projets de décrets exécutifs, portant déclassement de deux parcelles de terres agricoles à Alger, destinées à la réalisation d'équipements publics et d'une parcelle de la forêt domaniale de Madala à Béjaïa, au profit du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs», est-il précisé dans le communiqué. Ces projets, qui «revêtent un intérêt économique et social», s'inscrivent dans le cadre du «renforcement de la qualité du service public de proximité», ajoutent les services du Premier ministre. Par ailleurs, le gouvernement a entendu une communication	conjointe sur le bilan des incendies enregistrés cette année ainsi que les mesures qui ont été prises pour y faire face, indique un communiqué des services du Premier ministre. Cette communication conjointe a été présentée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Mohamed Abdelhafid Henni. L'exposé a porté également sur "les dispositions prises par le secteur de l'agriculture pour le recensement des agriculteurs victimes des incendies en vue de procéder, dans les meilleurs délais, à leur indemnisation", note la même source.

PENSION ALIMENTAIRE

Examen d'un avant-projet de loi

Le gouvernement a examiné, lors d'une réunion présidée, samedi, par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, un avant-projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, indique un communiqué des Services du Premier ministre. Cet avant-projet de loi, présenté par le ministre de la Justice, Garde des sceaux, M. Abderrachid Tabi, a pour objet "la réforme

du cadre d'intervention de l'Etat dans le domaine de la garantie du droit à la pension alimentaire, en garantissant aux enfants sur lesquels s'exerce le droit de garde et aux femmes divorcées de bénéficier de la pension alimentaire dans un souci général d'équité sociale et en préservant les droits du Trésor public à travers le renforcement des mécanismes de recouvrement, auprès des débiteurs, des montants des pensions

alimentaires pris en charge par l'Etat". Cet avant-projet de loi "a été enrichi et adapté conformément aux directives de Monsieur le président de la République concernant le placement du Fonds de la pension alimentaire sous la tutelle et l'autorité du ministère de la Justice et la gestion de ce dispositif au niveau local par les services du même ministère", ajoute le communiqué.

VOL DIRECT AIR-ALGÉRIE PARIS-DJANET

Arrivée de 110 touristes de différentes nationalités

Un appareil de la compagnie aérienne nationale Air Algérie en provenance de Paris (France) s'est posé ce dimanche à l'aéroport Cheikh Amoud-Belmokhtar de Djanet (2200 km sud d'Alger), vers 02 h du matin, avec 110 passagers à bord. Les passagers dont des touristes de différentes nationalités ont été accueillis par les autorités de

la wilaya en présence d'élus locaux, de représentants d'agences de voyage et d'opérateurs touristiques exerçant dans la région. Cette nouvelle desserte est ouverte qui inscrit dans le cadre la promotion du tourisme algérien, tel que défini dans la stratégie initiée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est assurée par les avion

de la compagnie aérienne nationale « chaque samedi, à partir du mois d'octobre jusqu'au mois de mars de l'année suivante », a expliqué le porte-parole d'Air Algérie Amine Andaloussi, dans une déclaration à la presse. Il est à rappeler que la nouvelle ligne Paris-Djanet a été inaugurée le 17 décembre dernier. L'aéroport de Djanet enregistre, depuis, un afflux de touristes étrangers à la faveur de l'ouverture d'un vol direct en provenance de l'aéroport Charles de Gaulle à Paris (France), assuré par un appareil de la compagnie aérienne nationale Air Algérie, sachant que les touristes bénéficient à leur arrivée des nouvelles procédures souples relatives à l'octroi du visa, approuvées par l'Etat pour promouvoir le tourisme saharien. Agence

CLASSEMENT MONDIAUX DES PAYS RICHES EN RESSOURCES NATURELLES

L'Algérie arrive à la 13^e place

Première dans le classement d'Insider Monkey, la Libye a été qualifiée de pays le plus riche au monde en ressources naturelles. L'Angola et la RDC se positionnent respectivement troisième et sixième, alors que l'Algérie a été classée 13e. L'étude est basée sur le pourcentage du PIB dérivé des revenus provenant des ressources naturelles. La Libye, l'Angola, la RDC et l'Algérie figurent parmi les vingt plus importants pays pour les ressources naturelles, indique un classement d'Insider Monkey publié en octobre. Celui-ci a été dressé en fonction de la manière dont ces États capitalisent leur

richesse minière et fossile, explique le portail financier. Détentrice des plus grandes réserves prouvées de pétrole d'Afrique, la Libye arrive première. Ses revenus tirés des ressources naturelles représentent 61% du PIB. Son champ le plus prolifique, Sharara, joue un rôle important dans la capacité de production pétrolière du pays. Ces dernières années, le secteur est cependant confronté à l'instabilité et aux conflits. Abondante en cobalt, cuivre et diamants, la République démocratique du Congo a été classée troisième. La proportion de ses revenus dans le secteur a été évaluée

à 38,8%. L'Angola se hisse en sixième position, avec une rente de 30% du PIB. Outre sa richesse en or noir, le pays dispose également d'une industrie des diamants florissante. L'Algérie se positionne 13e, avec une rente totale s'élevant à 22,6%. Sa richesse en ressources naturelles réside principalement dans le pétrole et le gaz, les champs de Hassi Messaoud et de Hassi R'Mel faisant partie intégrante de son industrie pétrolière, explique la source. Importants tant pour la consommation intérieure que pour les exportations, ces gisements soutiennent également le rôle de premier plan de l'Algérie dans l'indus-

trie des engrais en raison de ses importantes réserves de phosphate. Les bénéfices issus des ressources naturelles représentent le gain économique qu'un pays tire de l'extraction et de la production de ressources comme le pétrole, le gaz, le charbon, les minéraux et les forêts. C'est la différence entre ces revenus et les coûts de production supportés qui a servi de base pour cette étude. Insider Monkey a en outre consulté les données de la Banque mondiale pour réaliser ce palmarès mondial par ordre croissant du pourcentage du PIB dérivé des ressources naturelles.

Agence

VIANDES BLANCHES

Baisse des prix sur les marchés de gros

Les prix des viandes blanches ont connu une baisse progressive sur les marchés de gros à travers le pays, grâce aux quantités de poussins mis à disposition en août dernier et qui ont commencé à entrer en production, au cours de cette semaine. C'est ce que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a indiqué, hier dimanche, dans un communiqué.

Par Sirine R

«Les prix des viandes blanches ont connu une baisse progressive sur les marchés de gros dans plusieurs régions du pays, après la hausse sensible enregistrée dernièrement. Comme prévu, les quantités des poussins mis à disposition, au cours du mois d'août, sont entrés en production durant cette semaine, ce qui a renforcé la disponibilité sur les marchés», lit-on dans le communiqué. Le ministère a indiqué que jeudi dernier, une baisse des prix du poulet vivant a été enregistrée auprès des éleveurs, oscillant entre 320 et 325 DA/Kg à l'Est du pays, entre 330 et 340 DA/Kg dans les régions du Centre comme Bou-douaou, Boughezoul, Djelfa, Tizi Ouzou, Ain Bessam et Bejaïa, tandis que les prix varient à l'Ouest du pays, entre 320 et

340 DA/Kg, précise la même source. Cette baisse des prix a été le fruit des mesures prises par le ministère de l'Agriculture durant le mois d'août dernier. «Les mesures prises depuis le mois d'août 2023 étaient en vigueur, notamment concernant la fourniture des aliments de volailles à des prix plafonnés, à travers l'Office national des aliments du bétail (ONAB)», ajoute la même source. En réponse à cette nouvelle directive du ministère de l'Agriculture, l'Onab a publié un avis sur sa page officielle Facebook énumérant la liste des sites et points de vente où les intrants en question sont disponibles. «L'Onab informe l'ensemble des coopératives agricoles de la disponibilité de matières premières (maïs jaune et tourteaux de soja) d'excellente qualité et à des prix compétitifs au niveau

des unités portuaires relevant de la filiale Onab Nutrition», souligne le communiqué en question, précisant que les coopératives agricoles peuvent ainsi s'approvisionner auprès des unités des ports d'Alger, Oran, Bejaïa, Skikda et au niveau de la direction commerciale d'Onab Nutrition. Aussitôt annoncées, ces mesures que vient de prendre le ministère de tutelle ont suscité la réaction des acteurs de la filière, à l'instar de la Fédération nationale d'éleveurs de volaille qui s'en félicite, tout en rappelant sur sa page qu'elle avait déjà «saisi le ministère de l'Agriculture lui demandant de modifier le cahier des charges relatif à la vente d'intrants pour la fabrication d'aliments pour y intégrer les coopératives agricoles». Il est à rappeler que les prix des produits avicoles (poulet de

chair et œufs de consommation) ont enregistrés des tendances à la hausse durant la période de juillet à septembre 2023. Les prix des poulets sortie poulailler (vif) ont connus un accroissement de 39 % et 48 % au niveau du détail « vidé » entre les mois de juillet et septembre, selon la dernière Note de conjoncture de l'Institut des élevages (ITLEV) de troisième trimestre 2023. Idem pour les œufs de consommation, un accroissement des prix de 13 % et 17 %, respectivement au niveau de la production et du détail. Cette tendance haussière des prix est «due principalement à une mauvaise structuration des filières avicoles aux différents stades, aux maladies aviaires, aux conditions climatiques qui ont causés de nombreuses mortalités et aux problèmes financiers, obligeant un grand

nombre d'éleveurs à abandonner l'activité de l'élevage», indique la même Note. Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture a indiqué également dans son communiqué que l'importation directe d'œufs à couvrir, a été également ouverte après que les prix des poussins ont connu une hausse injustifiée, et ce «jusqu'à la stabilisation définitive du marché».

OACI

Les légumes secs et le riz disponibles à des prix raisonnables

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a assuré, dimanche dans un communiqué, que les légumes secs et le riz étaient disponibles à des prix raisonnables au niveau des entrepôts de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) répartis sur l'ensemble du territoire national. L'OAIC "a toutes les capacités lui permettant d'approvisionner le marché national" à partir de ses entrepôts répartis sur l'ensemble du territoire national (48 coopératives de céréales et légumes secs)", a précisé le communiqué. La même source a en outre précisé que l'OAIC avait également entamé la constitution d'un stock stratégique pour une durée de 12 mois, devant assurer la disponibilité des produits, maintenir leurs prix aux niveaux actuels et permettre l'approvisionnement de tous les opérateurs (grossistes, détaillants, entreprises de conditionnement, grandes surfaces commerciales), et ce, en coordination avec les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. L'OAIC distribue actuellement les légumes secs et le riz à des prix fixes au niveau de plus de 590 points de vente directs : 280 DA/kg pour les lentilles, 280 DA/kg pour les haricots blancs, 380 DA/kg pour les pois chiche de première qualité, 320 DA/kg pour les pois chiche de deuxième qualité et 160 DA/kg pour les pois chiche de troisième qualité (destinés à la transformation) et 140 DA/kg pour le riz, conclut le communiqué.

GUELMA

Lancement de la vente des poissons du 1^{er} projet d'aquaculture intégré à l'agriculture

Une opération de commercialisation des poissons (Tilapia) du premier projet d'aquaculture intégré à l'agriculture a été lancée samedi dans la wilaya de Guelma. Cette première opération de vente a été organisée au niveau de la pêcherie d'un des centres commerciaux du chef-lieu de wilaya en vertu d'un contrat de partenariat entre ce centre commercial et l'exploitation agricole productrice activant dans la commune de Bouati Mahmoud à l'initiative de la direction et de

la chambre de la pêche et de l'aquaculture. Selon Faouzi Habita, directeur de la pêche, les services de cette direction ont ensemencé en mai et juin de l'année en cours 10.000 alevins de Tilapia rouge et gris ainsi que des géniteurs au niveau de cette exploitation agricole de 21 hectares disposant de plusieurs bassins d'irrigation qui a rejoint le programme d'aquaculture intégrée à l'agriculture. La production prévisionnelle pour cette année de l'exploitation devra atteindre 6 tonnes,

a ajouté le même cadre qui a souligné que les premiers succès du projet ont encouragé le propriétaire de l'exploitation à élargir son projet pour parvenir à produire 15 tonnes en 2024. L'organisation de cette journée de commercialisation vise à faire connaître les capacités locales de production de poissons d'eau douce susceptibles d'être écoulés directement du producteur au consommateur d'une manière à assurer un approvisionnement régulier en produits frais à prix abordable, selon le

même responsable. Le gérant du centre commercial qui a abrité l'opération de vente et le représentant de l'exploitation agricole ont mis l'accent sur l'importance de conventions entre les opérateurs du secteur pour développer cette activité. La manifestation a connu la remise d'attestations aux intervenants du secteur de la pêche continentale et associations professionnelles pour leurs efforts dans la promotion des produits de la pisciculture.

SONATRACH

Lancement d'un Concours de la Meilleure Publication Scientifique en Algérie

Sonatrach en collaboration avec le Conseil National de la Recherche Scientifique et des Technologies (CNRST), annonce le lancement du Concours de la Meilleure Publication Scientifique en Algérie, indique ce dimanche le groupe pétrolier et gazier dans un communiqué. Ce concours initié par SONATRACH et le CNRST, rentre dans le cadre du plan d'action de l'Accord de Coopération liant les deux parties et s'inscrit dans le programme des célébrations du 60ème anniversaire de la création de SONATRACH. Pour rappel, l'Accord de Coopération, signé le 07 février 2023, vise le rapprochement entre le secteur de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique et le secteur Economique. Le concours de la Meilleure Publication Scientifique en Algérie, de rang A+, se déroule du 22 octobre au 22 novembre 2023, il concerne les chercheurs domiciliés en Algérie et vise à promouvoir et récompenser l'excellence dans la recherche

scientifique, en mettant en lumière les publications les plus remarquables, éditées depuis 2018, dans l'un des domaines suivants :
- Sécurité Energétique ;
- Sécurité Alimentaire ;
- Sécurité Sanitaire.
Pour consulter les conditions de participation détaillées du concours, notamment les modalités de soumission des candidatures, les récompenses et le calendrier, veuillez cliquer sur le lien suivant : <https://sonatrach.com/concours/>
En sa qualité d'Entreprise citoyenne de premier plan, Sonatrach via cette initiative, confirme son engagement tel qu'énoncé dans l'accord de coopération avec le CNRST, à promouvoir et soutenir la Recherche Scientifique en Algérie et à honorer l'excellence au sein de la communauté scientifique nationale.

KHENCHELA

Plus de 123 millions de dinars pour des projets de développement dans la commune de Djellal

Une dotation financière de 123,4 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation de plusieurs projets de développement dans la commune de Djellal (extrême-sud de Khenchela), a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

Les vingt (20) projets retenus dans ce cadre consistent, entre autres, à installer un chauffage central à l'école primaire Aouïdène-Bachir, clôturer les cimetières de la communes au moyen d'un grillage, déplacer des pylônes électriques de haute tension surplombant un groupe scolaire, réhabiliter le stade communal et à réaliser des aires de jeux de proximité dans différents quartiers de la commune, a-t-on précisé de même source.

Des opérations d'aménagement urbain ont également été inscrites au bénéfice de plusieurs cités et groupements d'habitation de la commune de Djellal, en plus de la réalisation de chemins ruraux, du revêtement de certaines routes, du fonçage de 3 forages au chef-lieu de la commune et dans les villages de Hadidane et de Taount.

Les services de la wilaya ont souligné que l'objectif de ces projets de développement est de « rompre l'isolement des mechtas et villages de la commune de Djellal » et de « contribuer à améliorer le cadre de vie du citoyen et de le sédentariser pour mettre un terme à l'exode rural vers les grandes agglomérations ». Il est à noter que l'enveloppe financière de 123,4 millions de dinars a été mise en place au titre de l'exercice 2023 dans le cadre des programmes d'appui au développement économique et social et de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales.

ORAN

Succès de l'expérience de la culture du tournesol à Oued Tlelat

L'expérience de la culture du tournesol réalisée dans la ferme pilote "Si Miloud" de Oued Tlelat (sud de la wilaya d'Oran) a obtenu des résultats satisfaisants, à la faveur de l'accompagnement technique fourni aux agriculteurs et la disponibilité de tous les moyens nécessaires à la réussite de ce type de plantes oléagineuses, a-t-on appris samedi de la Chambre de l'agriculture.

L'expérience de la culture du tournesol effectuée sur une surface de 110 hectares a obtenu un franc succès, a souligné le président de la Chambre d'agriculture d'Oran, Rezouga Saïd, en marge d'une journée d'étude technique sur la culture du tournesol, organisée au niveau de la même ferme.

Cette expérience s'est déroulée sur une superficie totale de 150 ha, dont 110 ha au niveau de la ferme précitée, qui a connu, samedi, une opération de récolte du produit, en présence d'un groupe d'agriculteurs du pays concernés par le programme national de culture du tournesol lancé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a ajouté M. Rezouga. Cette rencontre technique, organisée en partenariat entre la Chambre d'Agriculture de la wilaya d'Oran et la société spécialisée en agriculture stratégique "Phyto Bio-

chem" d'Alger, est considérée comme une opportunité pour sensibiliser les agriculteurs à l'importance de développer ce type de cultures et les encourager à l'extension de la superficie dédiée au tournesol.

Pour sa part, le directeur de cette entreprise, Ahmed Mardoukh Yacine, a estimé que la culture du tournesol a donné des résultats positifs, comme première expérience au niveau national, puisque la production a atteint 35 quintaux à l'hectare, notant que l'entreprise a conclu des contrats avec l'agriculteur, dans le cadre de l'agriculture contractuelle, pour lui fournir les semences, les pesticides, les herbicides, les antiparasites et les engrais, tout en lui apportant un accompagnement technique du semis à la récolte.

Cette société s'engage également à récupérer les graines de tournesol auprès des agriculteurs et à les envoyer ensuite à l'opérateur économique, qui réalise à son tour

le processus d'extraction des huiles.

Dans ce contexte, la société "Phyto Bio-chem" a présenté un exposé sur l'opération de récolte et de nettoyage du produit au profit des agriculteurs présents et impliqués dans le programme de culture du tournesol.

Cette journée d'étude et technique a également été saisie pour échanger les expériences, afin d'améliorer le rendement du tournesol, l'extension des superficies, et l'acquisition de nouvelles techniques dans la culture de ce type de plante oléagineuse, qui permet également d'améliorer la fertilité des sols et de leur apporter des apports organiques, des matériaux bénéfiques pour la culture des céréales, notamment le blé, a souligné le Directeur général de l'Institut national des terres, de l'irrigation et du drainage des eaux, Neghri Cherif.

SIDI BEL ABBES

Plusieurs projets de développement en cours de réalisation dans les communes de la daïra de Marhoum

Les travaux de réalisation de différents projets de développement sont en cours, à travers les communes de la daïra de Marhoum, visant à améliorer les conditions de vie des populations, notamment au niveau des zones d'ombre, a-t-on appris, jeudi, de la cellule d'information et de communication de la wilaya.

La même source a indiqué que ces projets ont fait l'objet d'une visite du wali de Sidi Bel Abbes, Samir Chibani, hier, mercredi, à l'instar des travaux de réhabilitation de la RN 109 sur une distance de 18 km dans la commune de Marhoum où il a donné des instructions fermes pour accélérer la cadence des travaux et livrer le projet dans

un délai ne dépassant pas six mois, en particulier la route qui relie la wilaya de Sidi Bel Abbes aux wilayas d'El Bayadh et de Nâama, considérée comme névralgique.

Le chef de l'exécutif s'est également enquis des travaux de réhabilitation du stade communal de Marhoum, de même que ceux liés à l'aménagement et au raccordement des lotissements sociaux aux divers réseaux.

Le wali s'est rendu au CEM "Chahid Cheikh Bouhaf" où les travaux de réhabilitation seront bientôt entamés et a présidé une cérémonie de mise en service d'une piscine communale.

Dans la commune de Bir El Hammam, M. Chibani a procédé à la

mise en service d'un nouveau service de documents biométriques, a-t-on indiqué.

Au cours de cette visite d'inspection, le wali a procédé à la mise en service d'un stade de sports de proximité dans la commune de Bir El Hammam, selon la même source, relevant qu'il a également visité l'école primaire "feu Gaïd Salah" où il a donné des instructions pour sa réhabilitation.

Il s'est, ensuite, inspecté le projet de réhabilitation du chemin communal, sur une distance de 12 km, dont les travaux ont été achevés.

Par ailleurs, le wali de Sidi Bel Abbes a visité plusieurs chantiers, dont le projet de réhabilitation et de revêtement en asphalte de la route et celui de l'éclairage public à

l'entrée sud de la commune de Sidi Chaïb, ainsi qu'une polyclinique et des travaux d'aménagement du jardin public à haï "Safsaf", dont le taux d'avancement a atteint 25 pc.

M. Chibani a, par ailleurs, visité l'école primaire "Zahi El Khodr", qui a bénéficié d'une opération de réhabilitation et de réalisation d'une cantine scolaire, avant de s'enquérir de l'état d'avancement du projet d'aménagement de la route qui mène vers la localité de Tamlaka, dans la commune de Sidi Chaïb (10 km), dont le taux d'avancement des travaux est de 25 pc, où il a sommé les gestionnaires d'accélérer le rythme des travaux et de livrer le projet dans les délais fixés.

SKIKDA

120 projets de développement lancés dans le chef-lieu de la wilaya

Pas moins de 120 projets intéressants plusieurs secteurs viennent d'être lancés dans la commune de Skikda, a appris l'APS, jeudi, auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, ces projets, pour lesquels quelque 3 milliards de dinars ont été alloués sur le budget de la commune de Skikda, sont principalement liés à la réhabilitation de chaussées, à la réparation des fuites

d'eau potable, à la remise en état des réseaux d'assainissement et à la réhabilitation d'installations sportives.

Parmi ces projets figurent 30 opérations de réhabilitation du réseau routier urbain, 12 autres liées au secteur de l'hydraulique, 7 projets de renforcement de l'AEP, 5 pour la rénovation des réseaux d'assainissement, en plus d'une opération de réhabilitation de la gare routière de la ville, a-t-on précisé.

La commune a également bénéficié de 18 projets de renforcement de l'éclairage public, dans les différents quartiers de la ville de Skikda, en plus de projets au profit du secteur de l'éducation, ainsi que de 3 autres relatifs à l'aménagement de 12 aires de jeux, réparties dans les quartiers de la ville, outre la réhabilitation du stade de tennis et la pose d'une pelouse en gazon synthétique au stade du 20-Août 1955, a-t-on ajouté.

La zone euro plus vulnérable que jamais

Que ce soit pour Moscou ou Téhéran, l'énergie constitue l'arme de choix contre les économies européenne et américaine. Alors que septembre 2019 avait vu le régime iranien cibler les installations pétrolières saoudiennes, Moscou resserrait ses approvisionnements de l'Europe en gaz dès l'été 2021, préparant ainsi son agression en Ukraine.

Nicolas Goetzmann (*)

De la même façon, toute extension de la guerre Israël-Hamas pourrait alors être coordonnée avec un ciblage particulier des infrastructures énergétiques du Moyen-Orient, frappant une nouvelle fois la principale vulnérabilité européenne. Dans un effet miroir, la coopération stratégique entretenue entre Pékin et Téhéran, de même que le partenariat « sans limites » qui unit Moscou et Pékin, permet à la Chine de bénéficier de cette situation par le biais de coûts énergétiques « compétitifs » octroyés par ces deux pays. Pour la zone euro, la principale conséquence économique de cette situation est la vague d'inflation qui touche le continent depuis l'an - née 2021. Pour ses entreprises, le coût de l'énergie mesuré par l'indice des prix à la production se situe 86 % au-dessus de son niveau moyen des années 2015-2019. Pour le consommateur, c'est un niveau 52 % supérieur à cette moyenne qui est désormais atteint. Par effet de cascade, et dans le but de lut-

ter contre l'inflation, la Banque centrale européenne a, de façon presque mécanique, choisi de relever ses taux directeurs à un plus haut historique (4 %), avec une rapidité d'exécution également sans précédent. La stratégie déployée correspond à une volonté de freiner la demande européenne afin de lutter contre une hausse des prix pourtant très majoritairement provoquée par un choc d'offre. Au-delà de provoquer une situation de stagnation économique qui caractérise la zone euro depuis le troisième trimestre 2022, cette stratégie pourrait également avoir pour effet de renforcer la vulnérabilité européenne. Que cela soit dans les domaines énergétique, technologique ou militaire, la zone euro se trouve confrontée à l'impérieuse nécessité d'investir massivement dans son avenir. Pourtant, dans ce contexte de hausse des taux, le secteur privé européen est témoin d'une stagnation totale du crédit qui lui est octroyé depuis le mois de septembre 2022. Du côté des gouvernements de la zone euro, c'est également la double peine. L'action de la BCE conduit à un ralentissement de la croissance nominale qui vient freiner les ren-

trées fiscales, tandis que l'envol provoqué du coût de la dette et des déficits alourdit les dépenses. En agissant de la sorte, la Banque centrale européenne prend le risque de fragiliser structurellement une zone euro qui souffrira sur le long terme du gel actuel des investissements. C'est en augmentant ses capacités de production et en investissant dans l'innovation que la zone euro pourra s'extirper de sa vulnérabilité actuelle, et ce, tout en se donnant les moyens d'absorber structurellement l'inflation. La destruction volontaire de la demande européenne – découlant de la démarche caractéristique de la BCE – ne peut être une stratégie dans un contexte de rivalité accrue entre grandes puissances. Alors que les Etats-Unis peuvent se targuer d'une situation économique ayant peu de précédents de - puis 1945, que la Chine se démarque par une logique systématique de prédation, l'Europe ne peut ignorer que cette nouvelle décennie diffère lourdement de l'ambiance de « fin de l'histoire » qui caractérisait la fin des années 1990 et l'élaboration des préceptes d'intervention de la BCE. (*)**Chef économiste de la Financière de la Cité.** **SOURCE : Les Echos**

MARCHÉS DE CAPITAUX

Ne cédon pas au protectionnisme

Lancé en 2008-2010, le bitcoin voulait répondre à l'idéal d'une monnaie décentralisée, affranchie du contrôle des autorités financières et politiques.

Par Eric Pan (*)

Bruno Le Maire et son homologue allemand Christian Lindner méritent d'être félicités pour s'être exprimés sur l'importance cruciale de la croissance des marchés de capitaux européens pour le succès économique de l'Union européenne et leur désir de relancer l'Union des marchés de capitaux. Des marchés de capitaux paneuropéens permettraient aux entreprises européennes à forte croissance de recevoir l'accès aux capitaux dont elles ont besoin pour grandir ainsi que de mobiliser les capitaux privés nécessaires pour financer les technologies vertes et les infrastructures essentielles à la transition écologique. Toutefois, comme l'ont souligné MM. Le Maire et Lindner, l'UE semble régresser. Le paysage financier de l'UE continue d'être une mosaïque de marchés fragmentés fortement dépendants des canaux bancaires traditionnels. L'incapacité à dé-

velopper les marchés de capitaux européens agira comme un frein à la compétitivité de l'UE au cours de la prochaine décennie. Les gérants d'actifs et de fonds d'investissement jouent un rôle essentiel dans le succès des marchés de capitaux européens, assurant la mise en relation des émetteurs d'instruments financiers avec les investisseurs finaux, en leur offrant une exposition diversifiée à différents actifs financiers. De plus, soumis à une réglementation rigoureuse, ils préservent les intérêts des investisseurs de manière transparente et diversifiée. Dans ce domaine, l'UE va devoir atteindre une échelle critique. Actuellement, les fonds d'investissement américains ont une taille moyenne sept fois plus grande que leurs homologues européens. De plus, des études montrent que les fonds transfrontaliers sont en moyenne 9 % plus coûteux que les fonds commercialisés dans un seul pays de l'UE, dû à la réglementation européenne souvent appliquée différemment dans les Etats membres, entraînant une fragmentation du marché.

Or sans fonds transfrontaliers, il n'y a pas d'économies d'échelle réduisant les coûts, tout l'objet du débat dans la stratégie européenne pour les investisseurs de détail. Différentes études suggèrent l'existence d'une corrélation positive entre la taille relative des marchés des capitaux d'une économie et la taille de son secteur de la gestion d'actifs. Les gestionnaires d'actifs mondiaux peuvent aider : grâce à leur taille, leurs économies d'échelle et l'usage de nouvelles technologies, ils sont capables de réduire les coûts et d'augmenter le choix pour les investisseurs. Ils peuvent sensibiliser les citoyens sur les bénéfices d'investissements diversifiés à long terme sur les marchés de capitaux pour augmenter leur bien-être financier. Suite aux dépenses liées au Covid et à la guerre en Ukraine, de nombreux gouvernements européens vont, dans les années à venir, devoir veiller à l'assainissement des finances publiques tout en faisant face de manière simultanée à l'augmentation des dépenses liées au vieillissement de la population.

A mesure qu'ils réforment leurs systèmes de retraite, il semble inévitable que les fonds d'investissement capables de générer des rendements à long terme formeront un complément essentiel pour les retraites. Les marchés de capitaux paneuropéens ne seront un succès que s'ils restent ouverts à la participation active des acteurs internationaux de la gestion d'actifs pour s'assurer d'une diversification des rendements et des risques. Il est vital de s'opposer aux restrictions d'accès aux marchés européens pour les gestionnaires de fonds mondiaux. De même, l'UE doit résister aux sirènes des politiques visant à « piéger » l'épargne européenne dans l'UE. Une forte culture de l'investissement, associée au dynamisme et à la compétitivité du secteur des fonds d'investissement, permettra aux marchés de capitaux européens de réussir. Il y va de la compétitivité de l'UE à long terme. (*) **PDG de l'Investment Company Institute** **Source : Les Echos**

GRANDE DISTRIBUTION

L'émirati Majid Al Futtaim prévoit d'investir 796 millions \$ en Egypte

Les investissements concernent essentiellement l'extension et la rénovation de plusieurs centres commerciaux existants, ainsi que la construction de nouveaux points de vente.

Le conglomérat émirati Majid Al Futtaim (MAF), titulaire exclusif de la franchise Carrefour en Egypte, a annoncé, dans un communiqué publié mardi 17 octobre, qu'il allait investir 796 millions de dollars en Egypte d'ici 2030 pour étendre sa présence dans ce pays arabe densément peuplé.

Ces investissements concernent l'extension et la rénovation de plusieurs centres commerciaux et de centres de divertissement existants, ainsi que la construction de nouveaux points de vente.

Dans ce cadre, le nombre de magasins Carrefour devrait atteindre 130 répartis sur 25 villes égyptiennes d'ici 2025, alors que le nombre de magasins de l'enseigne Supeco devrait être porté à 144 d'ici 2030.

Majid Al Futtaim a par ailleurs précisé avoir investi environ 2,5 milliards de dollars et créé 144 000 emplois en Egypte depuis son arrivée dans le pays en 1998.

TUNISIE

Exportation de 187,5 mille tonnes de phosphate vers les marchés internationaux

Selon des données annoncées par la compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), la Tunisie a exporté une quantité de 187,5 mille tonnes de phosphate commercial vers les marchés internationaux, depuis le début de l'année 2023, soit le double des quantités exportées en 2022.

La CPG a affirmé qu'une quantité de 7,260 mille tonnes a été exportée, en septembre dernier, vers l'Italie, l'Irlande et l'Espagne.

Le volume des exportations cette année vers l'Europe et le Brésil n'a jamais été réalisé depuis 2012. En effet, les exportations de phosphate vers les marchés européens et asiatiques ainsi que vers d'autres pays ayant suspendus leurs importations depuis plus de dix ans, ont atteint 90 mille tonnes, détaille la même source.

TUNISIE

Le gouvernement devrait davantage subventionner les carburants et l'électricité en 2024

La Tunisie est dépendante des importations de carburants pour couvrir près de 50 % de ses besoins énergétiques. La situation est aggravée par les contreperformances de la Société tunisienne des industries de raffinage (STIR).

Selon des informations publiées mardi 17 octobre, le portefeuille dédié aux subventions des carburants et de l'électricité devrait sensiblement augmenter d'après les prévisions budgétaires de l'État tunisien.

Pour 2024, le projet de budget prévoit en effet des investissements de 7,08 milliards de dinars (environ 2,23 milliards de dollars) à raison de 4,01 milliards de

dinars (environ 1,2 milliard de dollars) attribués à la Société tunisienne de l'électricité et du Gaz (STEG), le reste étant destiné à la Société tunisienne des industries de raffinage (STIR).

Cette année la Tunisie a prévu de dépenser 7,03 milliards de dinars (environ 2,21 milliards de dollars). Globalement, les dépenses énergétiques ont couvert 5,3 % du PIB de la Tunisie en 2022 pour 4,4 % du PIB en 2023. Une situation at-

tribuée par les autorités aux fluctuations du taux de change et des cours du brut sur les marchés internationaux.

Si le gouvernement fait le choix de maintenir les subventions énergétiques malgré leur poids dans l'économie nationale, il compte également mettre en place des incitations fiscales pour promouvoir le renouvelable, entre autres mesures envisagées pour contrôler le budget.

RAPPORT DE LA GASTAT

L'indice saoudien des prix de l'immobilier en hausse de 0,7% au troisième trimestre

L'indice saoudien des prix de l'immobilier a enregistré une hausse de 0,7% au troisième trimestre par rapport à la même période en 2022, grâce à une augmentation de la valeur des propriétés résidentielles, comme le montrent les données officielles.

Selon l'Autorité générale des statistiques (Gastat), les prix de l'immobilier dans le secteur résidentiel ont connu une augmentation annuelle de 1,1%, due à une hausse du prix des parcelles de terrain de 1,2%.

«Comme le poids du secteur résidentiel est important, il a eu un impact considérable sur l'indice général», explique la Gastat

dans le rapport. Cependant, les prix des immeubles et des villas ont reculé annuellement de 0,9% et 3,8% respectivement au cours du troisième trimestre, tandis que les prix des maisons ont baissé de 0,1%. Les prix des appartements n'ont pas connu de changement considérable au cours de cette période.

Par ailleurs, les prix des propriétés commerciales et agricoles ont diminué respectivement de 0,1% et de 0,3%, limitant la hausse de l'indice – un outil statistique permettant de mesurer le changement relatif des prix de l'immobilier en Arabie saoudite.

Il a connu une croissance de 0,2% au cours du troi-

sième trimestre, par rapport au deuxième trimestre qui a pris fin en juin, en raison d'une progression de 0,4% des prix du secteur résidentiel.

Les prix des villas ont chuté de 0,3% en glissement trimestriel, tandis que les prix des appartements ont baissé de 0,1%. «Les prix des immeubles résidentiels se sont stabilisés et n'ont enregistré aucun changement important», selon la Gastat.

Les prix des propriétés agricoles sont restés inchangés au cours de cette période, ajoute le rapport. De même pour le secteur commercial, dont les prix n'ont diminué que de 0,1% en raison d'une baisse pro-

portionnelle des prix des terrains commerciaux.

En août, l'Arabie saoudite a dévoilé une initiative sur le marché de l'immobilier visant à améliorer les transactions immobilières, comme les transferts de propriété, les achats, les ventes et les hypothèques.

Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement va également lancer une bourse immobilière qui fournira des services de tri et de fusion des titres de propriété en coopération avec le ministère des Affaires municipales, rurales et du logement et la Banque centrale saoudienne.

MAURITANIE

Un nouveau programme de forage de 15 500 m pour augmenter les ressources d'uranium du projet Tiris

En Mauritanie, Aura Energy prévoit de faire entrer en production son projet d'uranium Tiris d'ici 2 ans, à temps pour pouvoir profiter des bonnes perspectives du marché. Alors qu'elle accélère les travaux pour respecter cette échéance, l'exploration sur le site se poursuit.

La compagnie minière Aura Energy a annoncé l'imminence d'un programme de forage de 15 500 m destiné à tester de nouvelles cibles d'exploration à son projet d'uranium Tiris, en Mauritanie. L'objectif de la campagne est d'améliorer l'estimation de ressources du projet qui s'élèvent actuellement à 58,9 mil-

lions de livres d'U3O8.

Selon les détails fournis mardi 17 octobre, la société a identifié sept nouvelles cibles d'exploration grâce à des travaux préliminaires réalisés sur le projet. Elle a indiqué que ces cibles laissent penser à des extensions potentielles de la minéralisation uranifère et pourraient transformer Tiris en un projet de classe mondiale.

Elle s'attend non seulement à une augmentation des ressources à 100 millions de livres d'U3O8, mais aussi à l'amélioration des paramètres économiques. «L'extension de nos ressources [...] renforce le potentiel pour

la Mauritanie de devenir un important producteur à court terme. Les bases économiques solides de notre projet d'uranium Tiris seront encore renforcées par l'augmentation de nos ressources minérales et de nos réserves», a commenté le DG, David Woodall. Selon l'étude de faisabilité définitive optimisée, publiée fin mars dernier, le développement du projet nécessitera un capital initial de 87,9 millions de dollars plus un capital additionnel de 90,3 millions \$ pour produire annuellement 2 millions de livres d'oxyde d'uranium. La durée de vie du projet est actuellement estimée à 16 ans.

Le fonds Q Global lève 1 milliard USD à investir dans les métaux « verts » en Afrique

Cuivre, lithium, graphite et terres rares sont des ressources actuellement très demandées dans le cadre de la transition énergétique. Plusieurs pays africains en hébergent d'immenses gisements, suscitant un intérêt croissant de la part d'investisseurs miniers locaux et d'ailleurs.

Le fonds sud-africain Q Global Commodities (QGC) a conclu un accord avec F9 Capital Management, fonds basé à Abu Dhabi, pour consacrer 1 milliard de dollars US à la production de minéraux essentiels à la transition énergétique. Il s'agira d'investir cette somme dans l'exploitation de gisements de lithium, de cuivre et de nickel en Afrique australe et orientale. Selon les détails relayés par Bloomberg, un fonds de transition énergétique créé à cet effet et géré par F9 détendra 30% des actifs choisis. Les investissements seront réalisés non seulement dans les mines, mais aussi dans les usines et la chaîne logistique, a indiqué l'investisseur sud-africain Quinton Van der Burgh, qui détient et dirige QGC. Il ne s'agit pas de la première

incursion de QGC dans le secteur des métaux verts. Historiquement présente dans l'exploitation du charbon, la société s'est diversifiée au cours des 3 dernières années avec des investissements dans le nickel, le cuivre et même le lithium. Le dernier en date concerne la prise d'une participation dans Marula Mining, et par ricochet dans la mine de lithium et de tantale Blesberg en Afrique du Sud, ainsi que les projets de cuivre Kinusi et de graphite Bagamoyo en Tanzanie. Le portefeuille de métaux géré par QGC atteindrait désormais une valeur estimée à plus de 1 000 milliards de rands (plus de 50 milliards \$). L'intérêt du fonds pour les minéraux « verts » se justifie certes par la hausse de la demande mondiale dans le contexte de la transition énergétique, mais



aussi par la richesse du continent en ce qui concerne ces ressources. L'Afrique compte deux grands producteurs de cuivre avec la RDC, 3e à l'échelle mondiale, et la Zambie. D'ici 2026, le continent représentera également

40% de l'offre mondiale de graphite, selon le cabinet Benchmark Mineral, alors que d'immenses gisements de lithium au Mali, en RDC et au Zimbabwe sont en production ou y entreront dans quelques mois ou années.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Afrique du Sud mobilise 676 millions \$ sous forme de subventions

Le montant des dons représente plus du double de celui promis initialement dans le cadre du « partenariat pour une transition énergétique juste », qui avait été annoncé lors de la COP26. L'Afrique du Sud a obtenu 676 millions de dollars de subventions de la part des pays riches pour financer son plan de transition énergétique, soit plus du double du montant promis initialement, a rapporté Reuters jeudi 19 octobre, citant un responsable sud-africain. Le pays le plus industrialisé du continent, où plus de 80% de l'électricité est actuellement issue de centrales à charbon, a conclu lors de la 26e conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) un « partenariat pour une

transition énergétique juste » (Just Energy Transition Partnership - JETP) avec la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le programme était initialement doté de 8,5 milliards de dollars. Cette enveloppe a été ensuite portée à 12 milliards de dollars après l'adhésion des Pays-Bas, du Danemark, du Canada, de l'Espagne et de la Suisse à l'initiative présentée comme un exemple pionnier de la manière dont les pays riches peuvent aider les économies en développement à se défaire de leur dépendance au charbon. Selon les prévisions initiales, quelque 329,7 millions de dollars seulement devaient être accordés à l'Afrique du Sud sous forme de subventions.

Le responsable de la gestion des projets à la présidence sud-africaine, Rudi Dicks (photo), a précisé que Pretoria a fait pression pour qu'une plus grande partie des 12 milliards de dollars actuellement proposés par les pays développés soit sous forme de dons et non de prêts. « Le président a fait savoir très clairement qu'il souhaitait une augmentation de la part des dons », a-t-il déclaré, ajoutant que d'autres subventions pourraient être annoncées lors de la COP28 prévue en novembre prochain à Dubaï. Les autorités sud-africaines estiment le coût total de la transition énergétique dans le pays à 1500 milliards de rands (78,44 milliards de dollars).

GHANA

Le gouvernement approuve la construction de la première mine de lithium

Piloté par Atlantic Lithium, le projet Ewoyaa est bien placé pour devenir d'ici deux ans la première mine de lithium du Ghana. L'octroi du permis minier par le gouvernement devrait accélérer le développement du projet et positionner le pays sur le marché des batteries pour véhicules électriques. Au Ghana, le gouvernement a octroyé un permis d'exploitation minière à Atlantic Lithium pour le projet Ewoyaa, destiné à devenir la première mine de lithium du pays. C'est l'annonce faite le 20 octobre par la compagnie australienne qui précise que cette autorisation est valable pour une pé-

riode initiale de 15 ans, avec une possibilité de renouvellement. L'octroi de cette licence oblige Atlantic Lithium à démarrer la production commerciale à sa mine dans un délai de 24 mois, à compter de la ratification du titre minier par le Parlement ghanéen. Alors que le gouvernement a publiquement annoncé son intention de jouer un rôle important dans la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques, Atlantic Lithium s'est également engagé à évaluer la possibilité de transformer localement le concentré de spodumène. En ce qui concerne le régime fiscal, le gouvernement a ob-

tenu une participation gratuite de 13 % dans la future mine, et une participation de 6 % pour son fonds minier (MIIF). La redevance minière est par ailleurs fixée à 10 %, et les termes du bail minier obligent la compagnie à être cotée sur la bourse du Ghana. « L'attribution du bail minier pour le projet Ewoyaa Lithium, le premier à être accordé pour le lithium dans le pays, est de bon augure à la fois pour le Ghana et pour Atlantic Lithium. Il s'agit d'une déclaration d'intention du Ghana de s'établir comme une plaque tournante de premier plan en Afrique dans la chaîne d'approvisionnement des véhicules

électriques », a commenté Neil Herbert, président exécutif de la compagnie. Selon l'étude de faisabilité publiée le 29 juin 2023, la mine de lithium Ewoyaa peut produire 3,6 millions de tonnes de concentré de spodumène sur 12 ans, avec plus de 6 milliards de dollars de revenus attendus. L'investissement initial estimé à 185 millions de dollars sera majoritairement apporté par l'américain Piedmont Lithium. Ce dernier qui détiendra 40,5 % d'intérêts dans Ewoyaa, à égalité avec Atlantic Lithium, achètera également une partie de la future production de la mine.

SÉNÉGAL

Malgré un verdict favorable, Ousmane Sonko interdit de parrainage

Ce nouveau refus de la direction des élections remet en cause la décision du tribunal de Ziguinchor de réintégrer l'opposant Ousmane Sonko dans le fichier électoral. Étape cruciale pour tout candidat à la présidentielle, le parrainage tient lieu de passeport pour l'élection. Au Sénégal, le bras de fer se poursuit entre l'opposant Ousmane Sonko et le gouvernement sur la question du parrainage électoral. Hier vendredi 20 octobre, la demande du leader du Pastef a une nouvelle fois été rejetée par la Direction générale des élections (DGE). C'est ce qu'a fait savoir son mandataire, le député Ayib Daffé, cité par des médias locaux. Ce dernier qui s'était rendu à la DGE les 19 et 20, n'a pas pu obtenir la fiche de collecte de parrainage pour son candidat. Ce refus de la DGE survient alors que le jeudi 12 octobre, un juge du tribunal administratif de Ziguinchor a annulé sa radiation des listes électorales. Il faut cependant noter que la Cour suprême du Sénégal avait précédemment validé le refus de sa candidature à la présidentielle de 2024. Pour rappel, Ousmane Sonko est depuis juin 2023 sous le coup d'une condamnation à 2 ans de prison ferme pour « corruption de la jeunesse ». A cela se sont ajoutés la dissolution de son parti le Pastef, et sa radiation du fichier électoral. Pour annuler ces sanctions, ses avocats ont depuis saisi plusieurs juridictions. Fin août, l'État sénégalais avait également décidé de se constituer partie civile dans les procédures pénales ouvertes contre l'opposant, afin d'obtenir la réparation de pertes et préjudices subis lors des manifestations qui ont embrasé le Sénégal lors de ses arrestations. Opposant au régime du président Macky Sall, Sonko était arrivé 3ème à la présidentielle de 2019, derrière l'ex-Premier ministre Idrissa Seck. Le chef de l'Etat sénégalais, qui a renoncé à briguer un 3ème mandat, est accusé par les opposants de manœuvrer pour écarter Sonko de la course à la présidentielle.

MARCHÉ

La bourse japonaise sort la carte du name and shame pour les entreprises cotées

L'opérateur des Bourses de Tokyo et Osaka entend publier l'année prochaine une liste des sociétés cotées japonaises qui ont pris les initiatives nécessaires pour améliorer leurs performances sur les marchés actions ainsi que leurs pratiques en matière de gouvernance. Une façon de leur mettre la pression pour renforcer l'attractivité des places nipponnes.

Le Japon est clairement en train de surperformer les autres pays développés en Bourse cette année. Le Nikkei 225, un des indices phares de la place de Tokyo, s'adjudge ainsi près de 23% depuis le 1er janvier, soit bien mieux que le S&P 500 (+13,7%) ou le CAC 40 (+7,9%). Seul le Nasdaq, porté par le rebond des valeurs tech, surpasse la Bourse de Tokyo avec un gain de 29%. Certes la faiblesse du yen, qui plonge de plus de 12% face au dollar depuis janvier, constitue un facteur d'explication. D'autres éléments entrent néanmoins en ligne de compte, comme nous l'avions détaillé dans un précédent article. La bonne tenue de l'économie nippone a aussi pu contribuer à ramener dans le radar des investisseurs étrangers un pays qu'ils ont longtemps ignoré. Mais l'une de ces raisons provient également des efforts entrepris par les autorités nipponnes pour pousser les sociétés japonaises à améliorer leur retour aux investisseurs et leur gouvernance. L'institut de recherche Man note ainsi que le Tokyo Stock Exchange avait indiqué fin février qu'il demanderait aux sociétés qui s'échangent en Bourse à un niveau inférieur à leur valeur comptable (un ratio price-to-book inférieur à 1) de livrer un plan pour améliorer leurs performances. Des efforts qui semblent avoir porté leurs fruits. Dans son enquête mensuelle interrogeant les gérants de fonds, Bank of America a souligné que la différence entre les gérants surpondérant les actions japonaises et ceux les sous-pondérant a atteint 16% en octobre, un plus haut de cinq années.

Une liste de bons élèves actualisées chaque mois
Le Japon compte maintenant passer à la vitesse supérieure pour forcer les sociétés cotées à renforcer leurs bonnes pratiques de gouvernance et leurs performances en Bourse. Comme l'ont rapporté Bloomberg, le Financial Times et Les Echos, le Japan Stock Exchange (qui opère les bourses de Tokyo et d'Osaka) entend publier dès l'année prochaine une liste des "bons élèves" en la matière, soit les groupes qui ont adopté des plans pour améliorer leur valorisation sur le marché. "Nous renouvellerons la liste chaque mois mais la première liste sera publiée en janvier... C'est le plan", a déclaré au Financial Times, Hiromi Yamaji. Ce qui fait dire au quotidien britannique que l'opérateur boursier va introduire "un régime radical de name and shame". Le "name and shame" consiste à désigner les bons et les mauvaises élèves en espérant que le risque réputationnel pousse les sociétés pointées du doigt à changer leurs pratiques dans un domaine précis. Le gouvernement français y a par exemple recours sur les délais de paiement. Le cas du Japon diffère néanmoins au sens où seul une espèce de tableau d'honneur serait publié, et les mauvais élèves ne seraient pas explicitement nommés. Mais la Bourse japonaise estime toutefois que cela mettrait suffisamment de tensions sur les sociétés n'ayant pas de bonnes pratiques. "Au Japon, la pression des pairs ou le nudge (une théorie des sciences comportementales qui explique que des suggestions indirectes peuvent entraîner des changements de comportements,

NDLR) est une méthode très importante pour inciter les gens à aller de l'avant", explique ainsi Hiromi Yamaji au Financial Times.

Des effets pervers?
"Cela pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour les entreprises, mais cela permettra aux entreprises d'être mieux évaluées par le marché en divulguant les informations nécessaires", juge Chizuru Morishita, chercheur à l'institut de recherche NLI, cité par Bloomberg. Malgré la hausse de la Bourse de Tokyo, les compagnies japonaises restent faiblement valorisées en Bourse dans leur ensemble. En moyenne sur le Topix, un autre indice de référence de la place to-

kyoïte, les entreprises s'échangent 1,3 fois leur valeur comptable contre 4,1 pour celles du S&P 500, selon les données de Bloomberg du 11 octobre. Par ailleurs, si les investisseurs étrangers s'intéressent de nouveau au Japon, la liste établie par le Japan Stock Exchange pourrait leur permettre de séparer l'ivraie du bon grain. Un article de Bloomberg repris par le Japan Times cite Zuhair Khan, gérant de fonds chez Union Bancaire privée. Selon ce dernier, même des sociétés nipponnes avec une mauvaise gouvernance ont bénéficié en Bourse du regain d'intérêt pour les actions japonaises. Il estime ainsi que 25% ont pris des mesures proactives pour l'améliorer quand 30% freinent des quatre fers pour ne rien changer.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Octobre 2023 Valeur : 23 Octobre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.5749	137.5899
1	EUR	EURO		145.0039	145.0473
1	GBP	POUND STERLING		166.7575	166.8363
100	JPY	JAPANESE YEN		91.8452	91.8797
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8026	18.8049
1	CHF	SWISS FRANC		152.9630	153.0477
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.1929	100.2330
1	DKK	DANISH KRONE		19.4290	19.4322
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4457	12.4493
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3985	12.4043
1	AED	UAE DIRHAM		37.4517	37.4659
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.6759	36.6818
1	KWD	KUWAITI DINAR		444.5069	444.6991
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0303	43.4628
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3824	13.3838
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.0754	28.2189
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6223	3.6227
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.3948	180.3948

BOURSE DE PARIS

13 dossiers chauds à surveiller de près

Les sociétés cotées n'hésitent plus à faire évoluer leurs périmètres d'activités : cession d'activités, voire scission. Tout est bon pour redonner de la valeur à la maison mère. Atos : projet risqué de cession de Tech Foundations Le groupe informatique doit également lever des fonds pour se recentrer sur Eviden. Contesté de toutes parts, le projet de cession de Tech Foundations à Daniel Kreinsky pour 100 millions d'euros (hors reprise de passifs pour 1,9 milliard) doit encore recevoir le feu vert des actionnaires du groupe informatique en assemblée générale, reportée au début du deuxième trimestre 2024. Dilution massive en vue Au-delà du rachat des activités déficitaires d'infogérance, le milliardaire

tchèque doit également devenir le premier actionnaire du futur Eviden, qui regroupera les métiers les plus porteurs et profitables d' Atos (services digitaux, cybersécurité et supercalculateurs), avec 7,5% du capital. Il doit participer à une augmentation de capital de 900 millions d'euros, potentiellement très dilutive alors que Atos vaut moins de 600 millions en Bourse. Plus-bas historique Cette levée de fonds pourrait ne pas suffire, car Eviden, déjà endetté, va financer le fonds de roulement de Tech Foundations à hauteur d'un milliard d'euros avant son éventuelle vente. Faute de visibilité, nous restons à l'écart du titre, proche du plus-bas historique.

BOURSE

Les futurs gagnants de l'intelligence artificielle

Les experts de BofA Securities prévoient une nette amélioration de la rentabilité des entreprises portée par des applications d'IA générative. Ils ont identifié les principaux bénéficiaires à mettre en portefeuille. Alkesh Shah et Andrew Moss chez BofA Securities ont analysé 3.500 sociétés dans le monde pour identifier les principaux bénéficiaires de l'intelligence artificielle, alors que plus de neuf entreprises sur dix ont mis en place une stratégie dans l'IA. Ils ont identifié 160 actions et trois ETF dont la valorisation boursière devrait s'apprécier grâce à leur exposition à l'intelligence artificielle. Les experts de la banque américaine pensent que la rupture des modèles économiques («disruption») issue des nouvelles technologies liées à l'IA devrait être beaucoup plus rapide que la plupart des investisseurs l'imaginent. Les investissements privés dédiés à l'IA générative ont en effet plus que doublé en 2021, le nombre de nouvelles sociétés d'IA a plus que triplé entre 2015 et 2021, des progrès considérables ont été réalisés dans le stockage des données. Ce ne sont pas seulement des entreprises de technologie qui devraient profiter de la vague de l'IA dite «générative» (son, texte, image, vidéo). Selon eux, la transformation potentielle pourrait être de même ampleur que l'arrivée du téléphone, de l'automobile, de l'ordinateur ou de l'internet. Ces innovations historiques ont mis entre quinze et trente ans pour s'imposer auprès du grand public. Mais la meilleure efficacité des process et l'accroissement de revenus liés à l'IA pourraient être bien plus rapides, avec des effets visibles dans les trois à cinq prochaines années. Les analystes de BofA Securities estiment que l'implémentation de l'IA générative dans les entreprises devrait chan-

ger le paradigme commun d'efficacité et de productivité dans tous les secteurs d'activité. L'amélioration de la marge opérationnelle issue des applications d'IA générative est estimée par la banque à 250 points de base dans les cinq ans à venir pour les sociétés du S&P 500, soit l'équivalent de 65 milliards de dollars d'économies annuelles. Les experts de BofA Securities prévoient un impact économique global de l'IA générative de 15.700 milliards à l'horizon 2030.

La sélection de BofA Securities
Aux Etats-Unis, parmi les principaux bénéficiaires de l'IA, la banque recommande les actions Microsoft, Amazon, Nvidia, Eli Lilly, JP Morgan Chase, Adobe, Salesforce, Accenture, Thermo Fisher Scientific, Intuit, Applied Materials, ServiceNow, Intuitive Surgical, Gilead Science, Palo Alto Networks, Synopsys, Equinix, Northrop Grumman, General Motors. En Europe, BofA Securities privilégie ASML Holding, SAP, Siemens, Airbus, Safran, Capgemini, Amadeus, Telefonica, ASM International, Sonova Holding, Dino Polska, Wacker Chemie. En Asie, la banque favorise Tencent, TSMC, Alibaba, BHP Group, LG Energy Solution, NetEase, SK Hynix, Bajaj Finance, Nintendo, MediaTek, Hyundai Motor, Nomura Research. Cotés aux Etats-Unis, les trois ETF recommandés sont Global X Robotics and Artificial Intelligence ETF (code BOTZ), Global X Artificial Intelligence & Technology ETF (AIQ), iShares US Tech Breakthrough Multisector ETF (TECB).

FRANCE

Un déficit public à 2,7% en 2027 "difficile à atteindre"

Le chef économiste du Fonds monétaire international, Pierre-Olivier Gourinchas, a jugé samedi "difficile à atteindre" la prévision du gouvernement français d'un déficit budgétaire de 2,7% en 2027, mettant toutefois en garde contre une austérité trop prononcée.

"Le sentier budgétaire que le gouvernement a prévu va dans la bonne direction", a-t-il expliqué sur France Inter, mais "il nous semble y aller un peu trop lentement" et "on pourrait faire un peu plus". Le budget 2024, dont le premier volet a été adopté à l'Assemblée nationale sans vote grâce à l'article 49.3 de la Constitution, doit donner des gages de sérieux budgétaire. Le texte prévoit un total de dépenses de l'Etat de 491 milliards d'euros, hors charge de la dette, et un déficit public à 4,9% du PIB cette année, puis 4,4% en 2024, largement hors des clous européens. Le ministère de l'Economie mise sur une croissance économique de 1% cette année, puis de 1,4% en 2024. Il prévoit de ramener le déficit public à 2,7% en 2027. L'endettement resterait stable à 109,7% du PIB en 2024, pour at-



teindre 108,1% en fin de quinquennat. "Sous les politiques actuelles", la prévision d'un déficit budgétaire de 2,7% à horizon 2027 "sera peut-être un petit peu difficile à atteindre" et "donc un effort sup-

plémentaire serait nécessaire", a estimé M. Gourinchas. La prévision d'une croissance de 1,4% a également été jugée "élevée" par le Haut conseil des finances publiques. Toutefois, "il ne s'agit pas vrai-

ment de faire des grandes coupes" dans les dépenses, a expliqué l'économiste du FMI, invitant à "se poser la question" des dépenses et de réformes supplémentaires.

Les réformes engagées par le gouvernement "vont porter leurs fruits", notamment en soutenant l'emploi et l'activité, mais "il faudra en faire un peu plus malheureusement", a jugé M. Gourinchas.

La dette a dépassé les 3.000 milliards d'euros au premier trimestre 2023 et la France prévoit d'emprunter un montant record de 285 milliards d'euros sur les marchés en 2024.

Dans la soirée vendredi, l'agence de notation Moody's a indiqué ne pas avoir mis à jour la note de la France, qui reste de ce fait à "Aa2", l'une des meilleures possibles, une décision qui "témoigne de la crédibilité" du pays, selon le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.

COOPÉRATION

Le premier ministre australien rencontrera Xi Jinping en Chine en novembre

Le premier ministre australien Anthony Albanese se rendra en Chine début novembre pour rencontrer le président Xi Jinping, ont annoncé les autorités australiennes dimanche, marquant le réchauffement des relations entre Pékin et Canberra. Anthony Albanese, qui avait annoncé en septembre cette visite en Chine, a décidé d'effectuer ce voyage du 4 au 7 novembre, après la levée par Pékin de ses surtaxes sur le vin australien. «J'ai hâte de me rendre en Chine, une étape importante pour garantir des relations stables et productives», a déclaré le chef du gouvernement travailliste de Canberra dans un communiqué. «Je me félicite des progrès que nous avons accomplis pour que les produits australiens, y compris le vin australien, reviennent sur le marché chinois», a ajouté le dirigeant qui s'est dit «impatient de discuter avec le président Xi et

le Premier ministre Li» Qiang.

Des relations tendues

Ce premier déplacement d'un premier ministre australien en Chine depuis 2016 confirme le réchauffement des relations entre Pékin et Canberra après des années de tensions sur des questions politiques et économiques, notamment sur la situation des droits humains en Chine. Les relations entre les deux pays s'étaient particulièrement tendues lorsque l'Australie avait réclamé une enquête internationale sur l'origine du coronavirus, détecté pour la première fois en Chine fin 2019.

En riposte, la Chine avait imposé en 2020 des droits de douane élevés sur des exportations australiennes clés telles que l'orge, le bœuf et le vin, au plus fort d'un conflit diplomatique avec l'ancien gouvernement conservateur en poste à

l'époque à Canberra. Bon nombre de ces barrières ont toutefois été progressivement levées depuis le retour des travaillistes au pouvoir en mai dernier.

La Chine a confirmé dimanche être tombée d'accord avec l'Australie pour résoudre «de manière appropriée» leurs différends commerciaux, notamment sur le vin. Des taxes anti-dumping de Pékin avaient eu pour conséquence de doubler voire de tripler en Chine le prix des bouteilles australiennes. Des progrès ont également été réalisés ces derniers jours sur le plan diplomatique. La Chine a libéré début octobre la journaliste australienne Cheng Lei, détenue depuis plus de trois ans pour des accusations d'espionnage.

TEMPÊTE BABET

Inondations et coupures d'électricité en Europe du nord

Pour la deuxième fois cette semaine, une alerte rouge signifiant un «danger pour la vie» est entrée en vigueur dans l'est de l'Ecosse, avec des pluies torrentielles et des vents violents prévus à travers le Royaume-Uni. Au Danemark, la tempête a déclenché une forte montée des eaux dans des villes du sud du pays, inondant le rez-de-chaussée de logements privés d'électricité pendant plusieurs heures. En Norvège, en début de matinée, jusqu'à 20.000 habitants ont été privés de courant dans le sud mais la situation s'améliore, selon l'agence de presse norvégienne NTB. La tempête Babet a provoqué d'importantes inondations et dégâts matériels dans des villes côtières du Danemark dans la nuit de vendredi à samedi, et privé d'électricité jusqu'à 20.000 foyers

en Norvège. Elle avait frappé le Royaume-Uni dès vendredi, causant la mort de trois personnes dont deux dans le nord-est de l'Ecosse particulièrement touchée. Au Danemark, la tempête a déclenché une forte montée des eaux dans des villes du sud du pays, inondant le rez-de-chaussée de logements privés d'électricité pendant plusieurs heures. Le niveau de l'eau a dépassé de plus de deux mètres son niveau normal dans des villes comme Aabenraa, Haderslev, Sønderborg, Høsteds, Fynshav, Fåborg et Assensson, des niveaux qui ne sont normalement atteints qu'une fois tous les cent ans, selon le service météorologique DMI. «Nous devons évacuer de grandes quantités d'eau des villes, en particulier dans le sud du Jutland», a déclaré Mar-

tin Vendelbo, de l'agence danoise de gestion des situations d'urgence à l'agence Ritzau.

Appels à la prudence

Dans le port de pêche de Rodvig (province de Zealand), plusieurs embarcations de pêche se sont échouées ou en passe de couler, selon les photos des médias danois. En Norvège, en début de matinée, jusqu'à 20.000 habitants ont été privés de courant dans le sud mais la situation s'améliore, selon l'agence de presse norvégienne NTB. Des toits ont été arrachés des bâtiments, des arbres et des mâts sont tombés sous l'effet des vents violents. L'Ecosse continuait elle de panser ses plaies après les dégâts causés par Babet vendredi. Sur X (ex-Twitter), le Premier ministre

écossais Humza Yousaf a appelé la population à la prudence compte tenu de l'alerte rouge en vigueur dans la région côtière d'Angus et certaines parties de l'Aberdeenshire. «La nuit a été assez calme et le nombre d'incidents à traiter a été faible», a toutefois indiqué le directeur général du conseil de l'Aberdeenshire (nord-ouest de l'Ecosse) Jim Savege dans l'émission BBC Breakfast. Dans la matinée, la quasi-totalité des 33.000 foyers privés d'électricité en Ecosse avaient été reconnectés au réseau, selon la compagnie Scottish and Southern Electricity Networks (SSEN). Selon la BBC, l'aéroport de Leeds Bradford (LBA), dans le nord de l'Angleterre, a rouvert ses portes après un «énorme effort d'équipe» pour récupérer un avion qui a dérapé lors de la tempête Babet.

CHINE

Le gouvernement va soutenir la reprise économique

La Chine va promouvoir une reprise économique durable, se concentrant sur la demande intérieure tout en évitant les risques financiers, a déclaré le gouverneur de la Banque de Chine, Pan Gongsheng, dans un rapport publié samedi.

La banque centrale chinoise va affiner sa politique pour la rendre plus "précise et énergique" tout en guidant les institutions financières à baisser les taux d'intérêt réels et à réduire les coûts de financement pour les entreprises et les particuliers, a indiqué Pan Gongsheng dans le rapport publié sur le site internet de la Banque de Chine.

Des efforts seront réalisés pour activer les marchés de capitaux et renforcer la confiance des investisseurs, a-t-il ajouté. L'économie chinoise a connu une croissance plus forte qu'attendu au troisième trimestre alors que la consommation et l'activité industrielle en septembre étaient également en hausse, suggérant qu'une récente vague de mesures politiques a porté ses fruits. Un éventail de mesures de stimulus mis en oeuvre récemment a permis à la deuxième économie mondiale de se stabiliser, mais la crise prolongée du secteur immobilier, les craintes sur l'emploi et la dégradation de la confiance des entreprises privées font partie des risques qui pèsent sur cette dynamique positive.

NOUVEAUTÉS AUTO

Le top des modèles les plus attendus en 2024

Que nous réserve le marché automobile en 2024 ? L'Auto-Journal s'est penché sur la question et vous liste le top des nouveautés les plus attendues entre la fin 2023 et les prochains mois, toutes marques confondues.

Partie 2

CUPRA TAVASCAN

Prévu pour le printemps 2024, le prochain modèle de la marque espagnole sera un SUV coupé 100% électrique. Ses lignes ont déjà été dévoilées et confirment le caractère sportif de cette proposition sur la plateforme MEB du groupe Volkswagen.

Le Tavascan ne se contentera pas d'arborer un look spectaculaire, il promet aussi des émotions sur route avec une version de base développant 286 ch.

Au lancement, le haut de gamme proposera 340 ch et quatre roues motrices. Le Tavascan vise 500 km d'autonomie grâce à une batterie de 77 kWh.

DACIA DUSTER

La marque low cost du groupe Renault se prépare au renouvellement de son SUV. Mais au fur et à mesure que Dacia s'électrifie, elle s'éloigne du caractère accessible qui a assuré son succès.

Les tarifs du nouveau Duster – annoncé comme le plus cher de la gamme – devraient débiter à 20 000 € environ, ce qui reste compétitif au regard des dimensions. Mais qu'en sera-t-il pour une version hybride bien équipée ?

Basé sur un châssis de Captur II, le nouveau venu devrait se montrer plus à l'aise sur route que le modèle actuel. Il recevra également une technologie embarquée plus fournie, toujours issue de la banque d'organes du groupe Renault afin de limiter les coûts, mais également les prix.

FIAT 600E

Les marques du groupe Stellantis commercialisent désormais en premier la version électrique de leurs nouveaux modèles. Cela s'est vérifié avec la présentation des Peugeot e-208 et e-2008 restylés, de la Jeep Avenger, et maintenant avec la nouvelle Fiat 600e.

Derrière un design qui lui est propre, la petite italienne utilise la plateforme technique de l'e-2008, avec un moteur électrique de 156 ch et une batterie de 51 kWh qui lui permettent d'afficher une autonomie de 408 km. C'est à ce jour la seule version commercialisée, à compter de 35 900 € (hors bonus), mais la 600e sera aussi bientôt "600" avec un moteur 1.2 à 3 cylindres essence de nouvelle génération et à hybridation légère.

Les prix seront alors plus doux, mais il faudra pour cela patienter au moins jusqu'au printemps 2024, tandis que les livraisons en tout-électrique commenceront en octobre prochain.



HYUNDAI SANTA FE

L'actualité européenne de Hyundai, c'est plutôt le nouveau Kona, dont la version 100% électrique (batteries de 48 et 65 kWh) arrive ces jours-ci dans les concessions, après le lancement en juin de la mouture hybride. Mais le constructeur coréen pense aussi au marché américain (et à certains d'entre nous), où il nourrit de sérieux espoirs avec son tout nouveau Santa Fe. Sous des airs rappelant certains modèles Ford américains mais également Land Rover de bonne gamme, ce SUV fait table rase du design qui avait jusqu'ici fait son succès.

Écoulé à 53 000 exemplaires en France, mais seulement à 4 000 unités pour la dernière génération (lancée en 2019), il a choisi de repartir de zéro pour tenter de séduire une clientèle inédite, extra-urbaine et intéressée par les activités extérieures.

Long de 4,83 m (soit 4,5 cm de plus que le modèle actuel) pour 1,90 m de large et 1,72 m de haut (jusqu'à 1,78 m avec les barres de toit), le nouveau Santa Fe est considéré aux États-Unis comme un véhicule "midsize", autrement dit de taille moyenne. Voilà qui laissera de la place pour le futur Ioniq 7, qui dépassera les 5 m de long et sera 100% électrique. Ce cousin technique du Kia EV9 est également

FORD EXPLORER



Ford refait la totalité de sa gamme et utilisera pour chacun de ses nouveaux modèles un nom en référence à son histoire américaine. L'Explorer était déjà connu de notre côté de l'Atlantique, mais au travers d'un très grand SUV hybride rechargeable.

Le nouveau venu sera d'une taille plus adaptée à nos contrées : 4,46 m de long et un empattement de 2,76 m. Cette cote a son importance, car c'est celle de la plateforme MEB du groupe Volkswagen, employée par le futur Ford dans le cadre d'un partenariat.

L'Explorer pourrait accueillir un ou deux moteurs électriques, pour une puissance de 170 à 286 ch aux roues arrière ou de 340 ch sur 4 roues motrices. La version d'entrée de gamme sera proposée avec une "petite" batterie dont nous évaluons la capacité à environ 60 kWh, quand la livrée de pointe pourrait recevoir une variante 80 kWh. L'Explorer visera ainsi au moins 500 km d'autonomie.

ment prévu dans l'Hexagone, mais aucune date de lancement n'a été communiquée pour le moment.

Le Santa Fe sera, lui, commercialisé l'année prochaine en France, avec la même gamme de motorisations que le modèle actuel (hybride 230 ch ou hybride rechargeable 265 ch), et livré avec 7 places de série. À noter que la barre de LED sur la calandre sera remplacée, en Eu-

rope, par un élément noir laqué (question de législation).

À l'intérieur, il misera sur une montée en gamme évidente et sur sa technologie embarquée pour essayer de séduire particuliers comme professionnels, à qui il permettra (selon les versions) d'échapper à la taxe sur les véhicules de société.

KIA PICANTO

En attendant le renouvellement de la petite Picanto, qui revoit son esthétique, son équipement et pourrait simplifier quelque peu son offre mécanique, Kia lance cet automne son plus grand SUV (5 m de longueur, 3,10 m d'empattement).

Doté du plus haut niveau de technologie jamais proposé par la marque, l'EV9 met le cap sur une recherche de confort accrue, avec une version à six places (3 fois 2 sièges) en plus de la configuration à sept passagers.

Le cas échéant, les deux sièges de la deuxième rangée peuvent pivoter pour constituer un salon avec ceux du troisième rang. Construit sur une plateforme technique 800V, l'EV9 est équipé d'une batterie de 99,8 kWh, une première pour le groupe Hyundai-Kia.

Proposé à partir de 78 000 €, il est disponible en deux ou quatre roues motrices (204 ch ou 385 ch), pour des autonomies respectives de 541 ou 497 km. Pouvant

accepter une puissance de charge de 249 kW, l'EV9 retrouve, selon Kia, 239 km d'autonomie en 15 minutes de charge sur une borne appropriée.

MG CYBERSTER

Le constructeur d'origine britannique, qui bat désormais pavillon chinois, a fait parler de lui avec ses modèles électriques bien placés en prix. Avec des ventes en hausse de 175% en Europe, la marque se sent pousser des ailes et s'apprête à commercialiser une version XPower de sa MG4.

Forte de deux moteurs électriques pour 435 ch et 600 Nm de couple, celle-ci revendique un 0 à 100 km/h en seulement 3,8 s. Sa batterie de 64 kWh permet d'envisager une autonomie de 345 km.

Équipée d'un blocage de différentiel électronique et d'un launch control, cette sportive s'affiche à 40 490 €, hors bonus.

Un tarif en mesure de faire de l'ombre à d'autres modèles sportifs, thermiques ou électriques.

MG propose aussi une version "autonomie étendue" de sa MG4, avec là aussi des chiffres étonnants : 245 ch sur le train arrière, 520 km d'autonomie avec une batterie de 77 kWh et un prix de 39 490 €, hors bonus.

En 2024, MG jouera la carte du fun avec le cabriolet électrique Cyberster. Présenté en avril dernier au Salon de Shanghai, celui-ci a fait sa première démonstration dynamique au Goodwood Festival of Speed (Angleterre) en juillet, et sera sur nos routes l'été prochain.

Avec ses portes en élytre et sa capote en toile, il fera le spectacle avec une version "propulsion" de 314 ch, mais aussi une quatre roues motrices cumulant plus de 500 ch. En revanche, il quittera l'univers accessible de la marque, avec un prix autour de 80 000 €, contrairement à la future MG3, un modèle citadin d'entrée de gamme.

Une telle appellation est déjà utilisée au Royaume-Uni, mais c'est bel et bien la remplaçante de ce modèle qui pourrait nous être proposée. Les premières informations font état d'une voiture assez basique, dont le caractère low cost s'opposerait au style démonstratif de la MG4.

A suivre

FISKER PEAR



Le Pear mesure 4,55 m de long (contre 4,77 pour l'Ocean). Il sera proposé avec deux tailles de batterie pour une autonomie maximale de 560 km. Petite singularité, son volet de coffre s'efface totalement pour dégager une large ouverture. Commercialisation en 2025, en même temps que le luxueux cabriolet 4 portes Ronin.

L'électrique permet à certains constructeurs exotiques d'aller sur des segments ignorés par les généralistes. Fisker a ainsi dévoilé qu'il commercialiserait en 2025 (les réservations sont déjà ouvertes, y compris en France) le pickup Alaska, qui viendra concurrencer le Cybertruck de Tesla, ou encore le Rivian, qui arrivera en Europe en 2026.

Long de 5,30 m et présentant des astuces inédites, l'Alaska pourrait devenir un objet tendance pour amateurs fortunés. Pour les autres, Fisker vient de dégainier son Pear, un original SUV compact 100% électrique. Son tarif de base ne devrait pas dépasser les 30 000 €.

Quelles sont les 5 techniques de phishing les plus courantes ?

Le phishing, une forme de cybercriminalité qui vise à tromper les utilisateurs pour obtenir des informations confidentielles telles que des mots de passe, des numéros de carte de crédit ou des informations personnelles, est une menace omniprésente dans le monde numérique.

Les cybercriminels sont constamment à la recherche de nouvelles méthodes pour tromper les utilisateurs, mais certaines techniques de phishing demeurent populaires en raison de leur efficacité. Découvrez dans cet article les cinq techniques de phishing les plus courantes à savoir afin de vous aider à les reconnaître et à vous protéger.

1. Phishing par Email

Le phishing par email reste l'une des techniques les plus courantes et les plus anciennes. Les cybercriminels envoient des emails qui semblent provenir d'entreprises légitimes, de banques ou de services en ligne. Ces emails contiennent souvent des liens vers de faux sites web conçus pour voler vos informations. Pour vous protéger, vérifiez toujours l'adresse email de l'expéditeur, ne cliquez pas sur les liens suspects et ne partagez jamais d'informations sensibles par email.

2. Phishing de Site Web

Le phishing de site web consiste à créer de faux sites web qui imitent parfaitement des sites légitimes. Les cybercriminels utilisent ces sites pour collecter des informations personnelles lorsque les utilisateurs y saisissent des données. Soyez vigilant lorsque vous saisissez des informations sensibles en ligne. Assurez-vous que le site est sécurisé en vérifiant la présence



d'un cadenas dans la barre d'adresse et en vérifiant l'URL pour toute anomalie.

3. Phishing par Hameçonnage

Le hameçonnage, également connu sous le nom de "spear phishing", cible des individus ou des organisations spécifiques en utilisant des informations personnelles préalablement collectées. Les attaquants utilisent ces informations pour personnaliser leurs attaques, ce qui les rend plus convaincantes. Pour vous protéger contre le hameçonnage, soyez prudent lorsque vous partagez des in-

formations personnelles en ligne et utilisez des outils de sécurité tels que des pare-feu et des antivirus.

4. Phishing par SMS

Le phishing par SMS, également connu sous le nom de "smishing", implique l'envoi de messages texte frauduleux aux utilisateurs. Ces messages peuvent contenir des liens malveillants ou des numéros de téléphone frauduleux pour vous inciter à partager des informations sensibles. Méfiez-vous des messages non sollicités, ne cliquez pas sur les liens suspects et ne partagez jamais d'informations personnelles par SMS.

5. Phishing par Réseaux Sociaux

Les réseaux sociaux sont devenus une cible de choix pour les cybercriminels. Ils créent de faux profils et utilisent l'ingénierie sociale pour gagner la confiance des utilisateurs. Une fois la confiance établie, ils peuvent demander des informations personnelles ou vous inciter à cliquer sur des liens malveillants. Pour vous protéger, soyez sélectif dans vos connexions en ligne et ne partagez pas d'informations sensibles avec des personnes que vous ne connaissez pas en personne.

SAMSUNG GALAXY S24, PLUS ET ULTRA

Date de sortie, prix, tout ce que l'on sait déjà

À quelques mois de la présentation officielle des Samsung Galaxy S24, S24 Plus et S24 Ultra, les rumeurs autour des smartphones haut de gamme de la marque se font de plus en plus précises. Date de sortie, prix, fiche techniques, on fait le point. Sauf énorme surprise, les futurs smartphones haut de gamme que devrait présenter Samsung début 2024 seront les Galaxy S24, S24+ et S24 Ultra. Ils viendront logiquement améliorer la formule des Galaxy S23 et S23+, mais aussi du Galaxy S23 Ultra qui est un des meilleurs smartphones de 2023. Vous retrouverez ici toutes les informations à notre disposition au sujet des futurs smartphones haut de gamme du géant coréen.

Date de sortie et prix des Galaxy S24 Ultra

On attaque dans le vif du sujet avec la date de présentation des Galaxy S24. Si cette dernière n'a évidemment pas encore été officialisée par Samsung, des sources proches évoquent une fenêtre de lancement « autour du 18 janvier 2024 », selon le leaker Ice Universe. Ce serait donc plus tôt que ce à quoi Samsung nous a habitués. En effet, l'entreprise a présenté ses S23 le 1^{er} février 2023, soit quelques semaines avant le salon mondial du mobile (MWC).

Samsung a déjà augmenté de manière significative les prix de ses Galaxy S23 par rapport aux Galaxy S22, de l'ordre de 10 %. Cela ne veut pas dire que l'entreprise coréenne fera de même pour ses Galaxy S24, mais il est peu probable qu'elle revienne en arrière. Ainsi, on peut espérer avoir un Galaxy S24 juste en dessous de la barre psychologique des 1000 euros, un S24 Plus entre 1200 et 1400 euros et un Galaxy S24 Ultra à partir de 1400 euros.

Les premières informations autour du design concernent le modèle de base du Galaxy S24. Le leaker OnLeaks, qui vise souvent juste, a partagé les premières images du smartphone qui sont issues de fichiers de conception assistée par ordinateur.

Les modules caméras au dos ne changent pas de positionnement, mais les nouveautés sont à aller chercher du côté du cadre qui aurait des tranches bien plus anguleuses, tout en gardant des coins arrondis.



Un design qui n'est pas sans rappeler celui de l'iPhone. On remarque également une zone elliptique sur la tranche droite qui serait une antenne « Ultra Large Bande » (ULB) pour offrir de meilleurs débits au téléphone. Comme pour les S23, le modèle « Ultra » du S24 pourrait se différencier par sa taille, mais aussi par ses formes plus anguleuses.

Une fiche technique musclée

Pour ce qui est des caractéristiques techniques, c'est le « fuitier » Yogesh Brar qui s'essaie au jeu risqué des pronostics en partageant une première fiche technique du Galaxy S24 Ultra sur son compte X (ex Twitter) :

Si ce dernier visait juste, le S24 Ultra partagerait beaucoup de caractéristiques avec son prédécesseur. De l'écran AMOLED 6,8 pouces 120 Hz en passant par la batterie de 5000 mAh, le module caméra principal de 200 Mpx et le capteur selfie de 12 Mpx, nous sommes en terrain connu.

Comment afficher l'écran d'un smartphone sur un PC ?

Vous souhaitez afficher l'écran de votre smartphone sur votre PC mais vous ne savez pas comment faire ? Qu'à cela ne tienne, ici, nous vous présentons plusieurs méthodes simples et rapides qui vous permettront d'afficher l'écran de votre téléphone sur votre ordinateur.

Voici une opération un peu moins connue que les autres mais elle peut pourtant s'avérer indispensable. En effet, nombre d'utilisateurs peuvent, à un moment donné, avoir le besoin de projeter leur écran mobile sur leur écran PC. Voici, en premier lieu, une méthode pour Windows 10 très rapide.

Avant de pouvoir afficher votre écran de smartphone sur votre PC ou l'écran de votre télévision, la première étape va être de configurer vos différents terminaux. Que ce soit votre smartphone ou votre ordinateur, vous devez toujours vérifier certains prérequis et, en outre, que votre Windows dispose de la version 1607. Une vérification que vous pourrez effectuer en tapant « Système » dans la barre des tâches. Ensuite, en cliquant sur l'icône « Informations système » à gauche, vous serez en mesure de déterminer quelle version du système d'exploitation vous utilisez. Si tout est ok et que la version est supérieure à celle précédemment citée, vous pouvez passer à la première étape.

Connectez vos appareils sur le même réseau

Dans le cas d'une connexion PC-smartphone-Wi-Fi, vous devrez vérifier que vos deux appareils sont sur la même connexion. Pour ce faire, vous n'aurez qu'à vous assurer que chaque terminal est connecté sur la même box. Une étape simple qui vous assurera à un minimum de problèmes ultérieurs.

Pour connecter votre PC à votre smartphone via le Wi-Fi, vous devrez à la fois connecter votre PC et votre smartphone, de manière séparée. Dans le premier cas, l'étape sera simple.

Mots fléchés

Aide mutuelle		Rapport de cercle		Note		Os de loup		Problème posé		Localisé		Grison		Continent
Diamant		Garenne		Courir		Contrôleur des médias						Chaume		
										Veste prus-sienne				
										Cheval				
Article					Jeunes filles									
Plein de tact			Général sudiste		Marque le rythme									
													Sous vêtement	
Régime						Échancré								
Petite bouteille						Ville d'Égypte								
								Pour moitié			Trotte nipponne			Oncle d'Amérique
											Liquide en poche			
Nageoires de squal		Chemin de halage	Légumi-neuse				Anciens gaulois							
			Composi-tion				État d'Europe							
								Désinence verbale				Gallium du chimiste		
												Viande blanche		
Une unité				Récent						De même				
Petite cale				En marge						Tunique de l'oeil				
		Cri des bacchan-tes						Assembler						Whisky canadien
		Origine						Kidnappées						
Barbichette	Gouet					Le futur								
	Juste à propos					Satisfaisant								
				Bois précieux								Chef de la régence d'Alger		
				Coeur d'hexose								Lama		
Valeur														
Mot raccourci					Entre		Jeu de construc-tion						Vedette de cinéma	
							Bécasse			Morceau de canard				Agaga
Monnaie suédoise				Soûlante										
Pâturage				Opposé à l'ordre										
			Douze mois			Cube de jambon				À élever			Gagne à être petit	
						Fleuve d'Europe								
Rapace nocturne		Bêtise								Rivière suisse				
		Soutient la tête												
			Un mousque-taire							Peau de vache				
			Ville de Chaldée							Calcium				
Alimente														
Trouille								Petite compagnie				Évite le timbre		
					Poire d'oreille						Recueil amusant			

La production pétrolière en hausse de 1,9% entre janvier et septembre

La production de pétrole brut de la Chine a augmenté de 1,9% en glissement annuel au cours des trois premiers trimestres de 2023, selon les données officielles. Le pays a produit 156,72 millions de tonnes de pétrole brut pendant cette période, selon le Bureau d'Etat des statistiques (BES). La production de pétrole brut de la Chine a progressé de 0,3% sur un an pour atteindre 16,87 millions de tonnes le mois dernier, d'après le BES. La Chine a importé 424,27 millions de tonnes de pétrole brut au cours des neuf premiers mois de 2023, soit une hausse de 14,6% par rapport à la même période 2022, ont révélé les données.



COMMUNICATION

Le groupe médiatique MBC veut s'installer Algérie

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a reçu au siège du ministère, Ali Hudhaify, président et directeur général du groupe MBC, indique dimanche le ministère de la Communication. Le représentant de la chaîne a également exprimé sa volonté de renforcer le partenariat avec l'Algérie en ouvrant un bureau pour MBC Algérie, ainsi que de lancer ses abonnements via la plateforme électronique « Chahid ». Dans le même contexte, il a exprimé la volonté du groupe de produire plusieurs programmes d'information, culturels et sportifs. En plus de produire des films et séries algériens, en travaillant avec des réalisateurs, acteurs et scénaristes algériens.

LE GÉANT TAÏWANAIS DES TECHNOLOGIES

Foxconn visé par des enquêtes en Chine

Le géant taïwanais des technologies Foxconn, l'un des principaux fournisseurs de l'américain Apple, a confirmé dimanche faire l'objet en Chine d'enquêtes et assuré «coopérer» avec les autorités. Plusieurs filiales du groupe en Chine font l'objet d'un contrôle fiscal, a rapporté dimanche le Global Times, un quotidien étatique chinois. Les sites concernés sont situés dans la province du Guangdong (sud) et au Jiangsu (est). Le journal ajoute que les autorités enquêtent également sur la manière dont Foxconn utilise les terrains de ses filiales dans les provinces du Hunan et du Hubei (centre). L'article ne précise pas ce que les autorités cherchent à savoir ni quelle(s) infraction(s) Foxconn a pu commettre. «Le respect de la législation est un principe de base pour notre groupe dans le monde entier», a commenté Foxconn dans un communiqué «Nous coopérerons activement avec les [autorités] compétentes pour les opérations concernées», a ajouté l'entreprise sans plus de détails. Foxconn est un grand groupe qui assemble des produits électroniques pour de nombreuses marques internationales, dont Apple. Il est le plus grand employeur du secteur privé en Chine, avec plus d'un million d'employés à travers le pays et dispose d'une trentaine d'usines et d'instituts de recherche.

SUR INSTRUCTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'opération d'envoi des aides humanitaires à la bande de Ghaza lancée

Sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'opération d'envoi des premières aides humanitaires à la bande de Ghaza via le terminal de Rafah, à travers un pont aérien composé de plusieurs avions relevant des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), a débuté dimanche à l'aube à partir de la base aérienne de Boufarik (Blida). L'Algérie avait décidé, sur instruction du président de la République, d'envoyer en urgence d'importantes aides humanitaires vers l'Aéroport El-Arich, en République arabe d'Egypte, pays frère, pour les introduire dans la bande de Ghaza via le terminal de Rafah. Ces aides sont constituées de produits alimentaires et médicaux, de vêtements et de tentes qui seront acheminés via un

pont aérien composé de plusieurs avions relevant des Forces aériennes de l'ANP. Ces aides urgentes "expriment l'engagement de solidarité inconditionnelle et illimitée de l'Algérie, dirigeants et peuple, envers le peuple palestinien frère, victime de l'agression continue notamment dans la bande de Ghaza, perpétrée par les forces de l'occupation sur fond d'un blocus total et inique", avait indiqué samedi un communiqué de la Présidence. Il est à noter que près de 50% des logements des Palestiniens dans la bande de Ghaza ont été partiellement ou complètement endommagés par les bombardements incessants de l'entité sioniste, a indiqué. "L'occupation sioniste cible délibérément les bâtiments résidentiels, les établissements publics et les infrastructures de

service", a précisé responsable en charge du logement à Ghaza. Il a précisé, à ce sujet, qu'"en raison de l'intensification des frappes aériennes des forces d'occupation, plus de 165.000 logements ont été partiellement endommagés et près de 20.000 logements ont été complètement démolis ou sont devenus inhabitables", notant qu'"environ 70% des habitants ont été déplacés chez eux pour s'abriter dans 220 centres d'hébergement aménagés". Il est à noter, dans le même contexte, que les frappes aériennes et les bombardements incessants, doublés d'ordres d'évacuation par l'entité sioniste, ont conduit jusqu'ici, selon l'ONU, au déplacement d'un million de personnes.

INDE

Forte hausse des bénéfices des principales banques privées

Les principales banques privées indiennes ont annoncé une forte augmentation de leurs bénéfices nets pour le trimestre juillet-septembre 2023, la forte croissance de l'économie ayant contribué à stimuler les prêts à la consommation. ICICI Bank, le deuxième prêteur privé du pays, a enregistré une hausse de 35,8% de son bénéfice net autonome en glissement annuel, dépassant largement les prévi-

sions des analystes avec un chiffre record de 102,61 milliards de roupies (1,23 milliard de dollars) pour le deuxième trimestre financier. Le revenu net d'intérêt de la banque - la différence entre les intérêts gagnés et payés - a augmenté de près de 24% pour atteindre 183,08 milliards de roupies, tandis que la qualité des actifs s'est également améliorée. Une croissance de 19% en glissement annuel du portefeuille de

prêts de la banque a permis de compenser la baisse de la marge nette d'intérêt (MNI) par rapport au trimestre précédent, a déclaré le directeur exécutif de la banque lors d'une conférence de presse après la publication des résultats, ajoutant que la baisse de la MNI devrait s'atténuer au cours des prochains trimestres. La Kotak Mahindra Bank, quatrième banque indienne en termes de capitalisation bour-

sière, a enregistré une hausse de 21% de ses prêts au deuxième trimestre, ce qui a contribué à une augmentation de 24% de son bénéfice net autonome. Les banques indiennes ont régulièrement enregistré une croissance à deux chiffres de leurs prêts au cours des derniers mois, en raison de la hausse de la demande de crédit et de l'augmentation des dépenses de consommation.

CANADA

Une grève de travailleurs portuaires bloque une voie navigable clé

Des centaines de salariés de l'entreprise chargée de la gestion des voies navigables entre les Grands Lacs et le Saint-Laurent, au Canada, sont entrés en grève dimanche, faute d'accord avec la direction sur les salaires. Cet ensemble stratégique d'écluses, canaux et voies naturelles, qui permet de transporter d'immenses quantités de marchandises - céréales et métaux notamment - entre le centre de l'Amérique du Nord

et l'Atlantique «sera fermé jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé», a fait savoir la direction dans un communiqué. Aucun accord n'a été trouvé entre le syndicat Unifor et la Corporation de gestion de la voie maritime du Saint-Laurent avant l'échéance de 23H59 samedi soir. «Cette impasse est extrêmement regrettable, mais nos membres restent déterminés à obtenir un accord équitable», a déclaré dans un communiqué la présidente na-

tionale d'Unifor, Lana Payne. La direction regrette que le syndicat «continue d'insister sur les augmentations de salaires inspirées des négociations du type de l'industrie automobile». Aucun bateau «n'attend de sortir du réseau» fluvial mais «il y a plus de 100 navires à l'extérieur du réseau qui sont touchés par la situation», ajoute la Corporation, une organisation à but non lucratif qui gère ces voies pour l'État canadien.

COP28

Nord et Sud s'opposent sur les «pertes et dommages» climatiques

Une réunion cruciale sur les «pertes et dommages» climatiques avant la COP28 s'est séparée sur un constat d'échec, pays du Nord et du Sud n'étant pas parvenus à se mettre d'accord, selon des sources concordantes samedi. Un accord de principe avait été trouvé l'an dernier à la COP27 en Egypte sur la création d'un fonds pour compenser

les «pertes et dommages» des nations du Sud vulnérables face au changement climatique. Mais beaucoup restait à préciser avant la prochaine COP28 qui se tiendra à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre: sa forme exacte, les pays bénéficiaires et les contributeurs - parmi lesquels les Occidentaux aimeraient compter la Chine. Un comité de transition sur l'établissement du

fonds s'est réuni jusqu'à tard dans la nuit de vendredi à samedi à Assouan (sud de l'Egypte), mais les délégués ont constaté leur incapacité à parvenir à un accord et ont renvoyé une éventuelle décision à une autre réunion du 3 au 5 novembre aux Emirats Arabes Unis, selon une retransmission des débats disponible sur un compte officiel YouTube des Nations

unies. Avant leur échec, les discussions ont notamment achoppé sur la localisation du fonds: au sein de la Banque mondiale, accusée d'être aux mains des Occidentaux, ou dans une structure indépendante nouvelle, réclamée par nombre de pays en développement, mais longue à mettre en place et complexe à abonder en argent frais.